

revue d'histoire du bas saint-laurent



Vol. IV

Nos 3-4

Septembre 1977

LES COMMUNICATIONS DANS LE BAS SAINT-LAURENT

- Téléphonie
- Télévision
- Journaux
- Radio

revue d'histoire du bas saint-laurent

EXECUTIF :

Président	Jean-Yves Leblond
Vice-présidents	Antonio Lechasseur Jacques Ouellet
Secrétaire	Marie-Ange Caron
Trésorier	Germain Thériault
Directeurs	Robert Claveau Noëlla Jean Bouchard Jacques Lemay James-Douglas Thwaites

Revue publiée
par la
Société d'Histoire
du Bas Saint-Laurent
60 ouest, de l'Evêché
Rimouski, Québec.

Comité de rédaction de la Revue	Robert Claveau Noëlla Jean Bouchard Antonio Lechasseur Jacques Lemay Jacques Ouellet James-Douglas Thwaites
Conseillère	Lisette Morin

septembre 1977 volume IV numéros 3-4

SOMMAIRE

EDITORIAL : COMMUNICATIONS ET DEVELOPPEMENT D'UNE CONSCIENCE COLLECTIVE REGIONALE	
Jacques Lemay	2
LE TELEPHONE DANS LE BAS SAINT-LAURENT	
Monique J. Lebel	3 à 18
D'UNE SOCIOLOGIE DES MASS MEDIA A UNE HISTOIRE DES COMMUNICATIONS	
Benoit Lévesque	19 à 22
ENTREVUE AVEC JEAN-PAUL LEGARE	
Antonio Lechasseur	23 à 26
CKBL : UNE STATION REGIONALE 1948-1972	
Bertrand Emond	27 à 30
UN JOURNAL PAR LUI-MEME: LE "PROGRES DU GOLFE" DE 1904 A 1954	
Antonio Lechasseur	31 à 37

Note: Ce numéro a été entièrement défrayé par la Compagnie Québec-Téléphone qui fête cette année son cinquantième anniversaire. Nous les remercions de cette générosité.

NDLR

Page de la couverture:

Dépôts légaux: BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU QUEBEC
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU CANADA

La distribution du présent numéro nous a été facilitée grâce à la collaboration de la Maison Les Distribution Eclair: Roland Amiot, concessionnaire.

Photo fournie par
QUEBEC-TELEPHONE

Numéro international
normalisé des publications
en série: ISSN-0391-8454

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



Une histoire de Matane

Le 4 août 1977, à la salle civique de l'Hôtel de ville de Matane, le Président de la Société d'histoire de l'endroit, Monsieur Robert Fournier, lançait le volume: HISTOIRE DE MATANE par Mgr Antoine Gagnon.

Devant une soixantaine d'invités, collaborateurs et gens du milieu, la MONOGRAPHIE DE MATANE de l'abbé Antoine Gagnon se transforme en HISTOIRE DE MATANE: un volume de 639 pages tiré à 2,000 copies et assorti de plusieurs photos historiques d'un grand intérêt. Cette publication est imprimée aux **Impressions des Associés Inc.**, Rimouski.

Ce volume, rendu possible grâce à la collaboration de bonnes volontés et de la participation des membres d'un projet PIL, contient une source d'informations intéressantes sur plusieurs sujets de pointe.

HISTOIRE DE MATANE de Mgr Antoine Gagnon garde les grandes articulations de la MONOGRAPHIE de 1945:

- 1- **Les Brumes du passé** rappellent les souvenirs des temps anciens, de la période seigneuriale et du temps des missionnaires.
- 2- **Le Soleil du présent** "met en lumière l'organisation et le développement de Matane". Cette partie retient l'attention du lecteur à plus d'un titre. Les principaux chapitres, pour n'en mentionner que quelques-uns, décrivent la vie paroissiale (Mgr Antoine Gagnon), industrie et commerce (Madame France Bernier-Côté et Robert Fournier), l'éducation (Georgy Bouffard), l'histoire municipale (Adéodat Murray), l'histoire maritime (Mgr Gagnon et Murray), Information et culture (Mme Pauline Cadieux).

Le Soleil du présent, corps du volume, fait bon ménage de l'ancien et du nouveau et saura réchauffer aussi bien les Rimouskois que ceux des autres Seigneuries.

- 3- **les visions d'avenir.** Dans cette dernière partie, Mgr Gagnon dit ses espoirs et parle de ses rêves. Shakespeare reconnaissait fort bien que "nous sommes faits de la même étoffe que nos rêves".

Il faut noter, en terminant, la qualité et la pertinence de la **chronique**, en annexe, à HISTOIRE DE MATANE.

Bravo à Mgr Antoine Gagnon et vive la "Matanie"!

Que faisons-nous de notre patrimoine?

Un des premiers buts de la Société d'Histoire du Bas St-Laurent énoncé dans le premier numéro de sa revue (Vol. 1 no. 1, octobre 1973, dans l'éditorial de M. Noël Bélanger) était de récupérer et de faire valoir le patrimoine historique de la région, avant qu'il ne s'abîme ou disparaisse complètement. Jusqu'ici, par de nombreuses prises de position, entre autres celles sur la Maison Lamontagne et sur l'Hôtel de ville, la Société d'Histoire du Bas St-Laurent a cherché à protéger notre héritage historique. Mais elle ne peut rien faire seule, il lui faut l'appui de toute la population pour entreprendre les pressions nécessaires afin de sensibiliser les ministères responsables.

La Maison Lamontagne, ce très beau spécimen architectural et un des seuls, de son genre, de toute l'Amérique du Nord est propriété maintenant du Ministère des Affaires culturelles qui vient d'accorder une somme de 17,000 dollars pour son curetage. . . Jusqu'ici, rien ou presque rien n'avait été fait pour sa remise en état. Ce début ne nous en dit pas davantage sur l'avenir de cette maison. Prochainement, la Société d'Histoire fera appel à la collaboration de la population pour connaître ses suggestions pour la restauration et l'utilisation future de celle-ci.

Le Phare de Pointe-au-Père, autre exemple de notre patrimoine régional laissé à l'abandon, vient d'être déclaré monument historique par le Ministère des Affaires indiennes. Encore là, aucun projet de restauration n'est prévu si bien que de jour en jour, le phare perd un peu de sa valeur. La Société d'Histoire entend bien en savoir un peu plus long sur ce sujet, et éventuellement publier, par le biais de sa revue, un historique du phare.

Mais il n'appartient pas seulement à la Société d'Histoire de se préoccuper de l'avenir de ces témoins de notre histoire. Il appartient aussi aux gens, aux organismes en place de décider de l'avenir de notre patrimoine puisque c'est un peu de nous qu'il s'agit.

Les Pionniers du disque Folklorique Québécois (1920-1950) de Gabriel Labbé



Cette anthologie du folklore instrumental et vocal pour la période de 1920 à 1950, constitue une heureuse initiative de la part d'un ancien citoyen rimouskois qui pour tromper son exil volontaire a tenté de faire revivre son passé et celui de sa famille en collectionnant avec ferveur une impressionnante masse de documents écrits, photographiques et musicaux.

Le grand public y trouve son compte mais également les chercheurs de tous horizons en quête de reconstituer un aspect important de la vie culturelle du Québec des années '20 à '50. Le mérite essentiel de Gabriel Labbé est d'avoir passé au peigne fin l'histoire des "violoneux", des accordéonistes et joueurs d'harmonica de même que celle des chanteurs de folklore des plus réputés aux plus obscurs. Une publication d'une telle utilité pour le domaine folklorique constitue la meilleure promotion des anthologies réussies.

Depuis quelque temps, le domaine des communications du Bas St-Laurent a valu à notre région de faire à quelques reprises la manchette de l'information nationale. Avec la guerre du "câble" et la venue de Radio-Canada à Rimouski par exemple, le dossier des communications s'est étoffé d'éléments spectaculaires. De conférences en rencontres privées, de colloques en réunions au sommet, de discussions en discours, de procès en contre-procès, les interlocuteurs lui ont conféré un relief différent, des couleurs nouvelles tandis que les circonstances politiques lui ont prêté une importance accrue.

Malgré tout ce remue-ménage publicitaire, bien peu de gens, comme c'est le plus souvent le cas en pareilles circonstances, se sont préoccupés d'évaluer les conséquences de ces "événements" par rapport au développement d'une conscience collective régionale.

Il devait sembler inutile voire inconvenant au citoyen satisfait d'avoir une plus grande liberté de choix d'émissions divertissantes, d'information de la métropole, et de sport, de se poser une telle question. De même l'affiliation de notre station locale au réseau d'état devait n'émouvoir presque personne quant à la perte d'un pouvoir régional en matière de communication au profit de la métropole, là où se trouvent les grands moyens d'information, de communication autant que les moyens financiers.

Notre problème de développement d'une conscience collective régionale, ramené à ce qu'il peut avoir de plus limité, est donc devenu ouvertement un problème de communication, mais au sens où celui-ci ne se ramène plus aux difficultés de réception mais, plus encore, à celles de l'émission.

La réception de chaînes nationales ou américaines nous apporte une parole et une image qui pour être neuves ne sont pas d'ici. Un réseau régional de communication, au contraire, devrait veiller à l'émission de valeurs culturelles d'ici, c'est-à-dire en aidant la population à comprendre, à analyser sa situation dans son langage propre, à libérer les forces d'expression et à lui faire connaître le potentiel de son milieu. Les gens de notre région ont quelque chose à se dire, ils veulent se le dire avec une voix qu'ils reconnaissent, une voix qui soit la leur. L'implantation de radios et télévisions communautaires s'inscrit tout à fait dans cette problématique. D'autre part, la création d'un conseil régional des communications, nous fait anticiper les premiers jalons d'une politique apte à promouvoir et à défendre les intérêts de notre collectivité.

En dégagerons-nous un modèle original de développement d'une conscience collective régionale? Il me semble que pour les prochaines années, cela engagera un langage où le passé, une fois encore mais plus étroitement qu'hier devra se mêler aux impératifs de l'avenir.

La Revue d'histoire du Bas St-Laurent fait de son numéro de la rentrée de septembre 1977, celui qui cherche à évoquer, par des témoignages vécus, certains aspects importants de la communication en rapport avec l'évolution de l'Est du Québec.

Jacques Lemay

Les Communications dans le Bas St-Laurent

Canada
Province de Québec
District de Rimouski.

"La Compagnie de Téléphone
des Comtés de
Rimouski & Montane"

Messieurs le Maire et Messieurs les Conseillers
de la Municipalité de McNider

Messieurs,

La Compagnie de Téléphone
ci-dessus désignée requiert humblement
de votre Conseil Municipal le droit
de construire le long des chemins publics de
notre municipalité une ou des lignes
téléphoniques qui ne soient point de
nature à nuire à la circulation ni aux
propriétaires adjacents - et d'exploiter les dites
lignes dans la limite de votre municipalité
en faisant tout ce qui sera nécessaire à sa
construction et son entretien. Le tout avec
remboursement de toutes taxes municipales,
solaires, spéciales ou autres pour une
période de dix années à partir de
cette date.

Et votre requête me sera
de prier

"Pour le Bureau de Direction"

Jos. St. X. Massimol.

M. Octave de Méthé
22 Mars 1898

Le téléphone dans le Bas Saint-Laurent

Demers, Brillant, voilà les deux noms qui viennent à l'esprit quand on parle des origines du téléphone dans le Bas Saint-Laurent, Saint-Octave-de-Métis situant le lieu de l'action.

Bossé et Dupuis sont deux autres noms qu'on ne peut passer sous silence car, si le premier a précédé Demers d'un an, le second a fortement marqué la période qui sépare Demers de Brillant.

Alliance Bossé-Demers

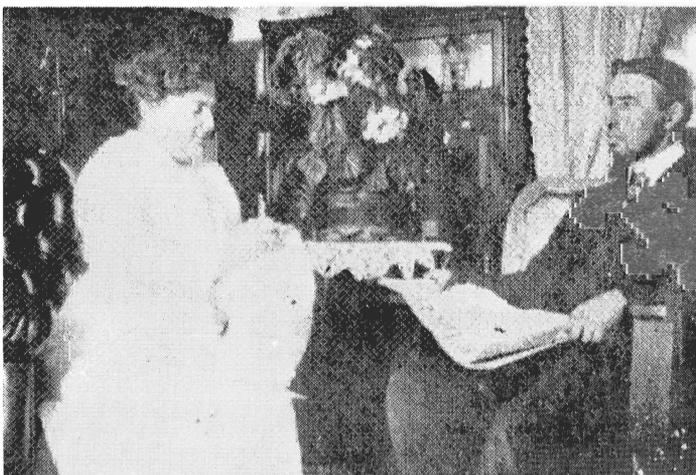
C'est en 1897 que François-Xavier Bossé met sur pied la Compagnie de Téléphone des comtés de Rimouski et Matane, s'étant rendu compte peu après son arrivée, à la fin de 1896, que la pratique de la médecine à Saint-Octave ne pourrait absorber toutes ses énergies. Aussi, quand un deuxième médecin, le docteur

Joseph-Ferdinand Demers, vient s'établir au même endroit, il ne trouve rien de mieux à son tour que d'ériger une ligne de téléphone entre sa maison et la gare du chemin de fer. (1)

Au moment où le docteur Michel-Thomas Blais, leur prédécesseur, mourut du typhus en 1896, il ne s'attendait certes pas à ce que deux médecins viennent prendre la relève. Après s'être fait concurrence un certain temps, Demers et Bossé conclurent sûrement une alliance car, à peine Demers a-t-il fondé sa propre compagnie (en avril 1898), le nom de Bossé apparaît dans la liste des actionnaires (en septembre 1898). La Compagnie du Téléphone de Métis, qui reçoit ses lettres patentes le 2 mai 1898, dispose d'un capital social de \$2 500, divisé en parts de \$10 chacune. Ce mince capital re-

flète sans doute les moyens financiers de la population rurale de l'époque, en même temps qu'une certaine hésitation à se lancer dans une entreprise de cette envergure. Le risque sera bien calculé puisque, d'assemblée en assemblée, ce capital sera porté progressivement à \$5 000, puis à \$50 000, \$100 000 et \$1 000 000 pour atteindre \$5 000 000 en 1907. Si Victoria était alors reine de la Grande-Bretagne et Louis-A. Jetté lieutenant-gouverneur du Québec, c'étaient Louis-Félix Pineault, Thomas LeBel, Joseph-Ferdinand Demers, Philéas Côté et Louis-Napoléon Desrosiers qui endossaient, à titre de directeurs, la responsabilité de la Compagnie naissante. Mis à part les 10 actionnaires de Saint-Octave, les autres se recrutaient à Mont-Joli, Sandy Bay, Sainte-Angèle-de-Mérici, Fraserville et Québec.

Le docteur et madame François-Xavier Bossé.



La gare de Saint-Octave-de-Métis, en 1897.



A la première réunion des directeurs provisoires, le 27 juin, le règlement 9 prévoit que "l'actionnaire ne sachant signer appose sa marque (x)", tandis que le "règlement 11 dispense de donner un avis (d'assemblée) dans le journal le plus proche. . . vu qu'il n'y a pas de journaux publiés dans le district". (2)

A la deuxième réunion, si l'on se réfère aux articles du procès-verbal, il est résolu 1° d'ouvrir un central à Sandy Bay; 13° d'y octroyer à Arsène Thibeault "un contrat pour charroyer des poteaux et les planter entre l'église de Sandy Bay et la rivière Tartigou"; 15° de rallonger la ligne jusqu'à Matane; 17° de retourner deux paires de grappins (climbers) à \$5 "vu qu'ils sont refusés par nos hommes"; 23° de fixer à \$15 par année "le prix de souscription pour une boîte téléphonique" et à \$20 par année le tarif pour les hôteliers ayant plus de 12 chambres à coucher et permettant l'usage gratuit de l'appareil téléphonique à leurs pensionnaires; 24° de prélever des frais basés sur la distance dès qu'une "boîte" est à plus d'un mille du central.

De pair avec l'augmentation du capital social, le nombre de parts qu'un actionnaire doit détenir pour être éligible comme directeur passe graduellement de l'unité à cinq, puis à dix et à vingt pour aboutir à cinquante, ou cinq cents dollars d'actions, à la fin de 1900.

Les tarifs variant entre 10c, 15c et 25c du message, on dénombre un total de 40 appareils, en septembre 1898, dans les cinq municipalités de Sainte-Flavie, Sainte-Angèle, Saint-Octave, Petit-Métis et Sandy Bay. . . 40 téléphones mais 41 actionnaires, dont celui qui récolte le plus de votes est élu président à la réunion d'octobre 1898. C'est ainsi

que le curé Chouinard de Saint-Octave-de-Métis accède à la présidence, L.-N. Desrosiers devenant vice-président et le directeur Demers, gérant et secrétaire-trésorier. Alphonse-Bénoni Dupuis, Bossé et Demers sont les trois actionnaires majoritaires, détenant 10 parts et plus chacun.

Déjà on reconnaît l'importance du secret des conversations téléphoniques puisqu'un règlement exige d'assermenter à cet effet deux personnes à chaque central. Pour les gens de passage, on prévoit une carte d'abonnement de \$0,50, valide durant dix jours consécutifs.

A l'occasion du transfert, de la maison d'A. Parent à celle d'A. Talbot, du central de Rivière-Blanche en 1899, on apprend que l'agent local reçoit gratuitement l'abonnement d'un an pour un téléphone, en compensation des services fournis. Les hôteliers se rendent en délégation pour pro-

tester contre le tarif établi pour eux. Ils obtiennent, peu importe le nombre de chambres, de ne payer que \$15 si les clients paient leurs messages, mais \$20 dans le cas contraire. La ligne est prolongée de Sandy Bay à Matane et de Sainte-Flavie à Rimouski. Dès 1899, le réseau Bell à Rimouski est acquis pour \$1 935, même si la demande initiale était de \$2 000.

Premières ambitions

"Obtenir le pouvoir d'étendre notre ligne de téléphone depuis le bassin de Gaspé jusqu'à Lévis et ces deux places inclusivement", telle est la première ambition de la Compagnie, ambition qui l'amène à autoriser l'actionnaire Anctil, en janvier 1900, à "entrer en pourparlers ou négociations avec toute autre compagnie existante ou se formant. . . et étendre ladite Compagnie du Téléphone de Métis. . ."

Maison de la rue Saint-Pierre à Rimouski, achetée en 1905 pour y aménager le central téléphonique de la Compagnie de Téléphone de Bellechasse.



Compagnie de Téléphone de Bellechasse

Le 12 février 1900, "la fusion avec Bellechasse est déclarée faite et la Compagnie du Téléphone de Métis est par ce fait éteinte", le bureau restant à Métis et les règlements de "Métis" remplaçant ceux de "Bellechasse"; dernière réunion des actionnaires à Saint-Charles (de Bellechasse), le 24 janvier, et première réunion de "Bellechasse" à Saint-Octave, le 29 janvier. En mars, une lettre est expédiée au préfet du conseil de comté du Témiscouata en vue d'installer une ligne téléphonique dans les limites du comté.

La ligne téléphonique mesure alors 150 milles en tout et le docteur Demers reçoit le mandat de négocier l'achat du réseau Bell "de L'Islet à Lévis, du réseau de Saint-Philémon à Saint-Vallier, de la ligne de télégraphe de Saint-Charles à Saint-Gervais et de tout autre réseau sur le parcours". Pour fins d'abonnement, la Compagnie est divisée en sections, "Matane et Rimouski s'appelant la section de Métis", les autres prenant le nom de leurs comtés respectifs.

Le 25 mai, on achète un premier char de broche et, le 1er septembre, Georges Demers est autorisé à payer \$1 800 au curé Joseph-Honoré Fréchette de Saint-Malachie pour l'achat de la ligne de téléphone allant de Saint-Anselme à Saint-Edouard-de-Frampton.

Au 1er octobre, on rapporte que la construction est terminée de Rimouski à Bic et de Sandy Bay à Saint-Moïse. L'année précédente, soit en 1899, on avait décidé de prolonger la ligne jusqu'à Sainte-Félicité en essayant d'obtenir les poteaux des clients, mais de ne construire de Saint-Damase à Causapscal que si les poteaux étaient fournis par les clients. Ce

fut encore grâce aux poteaux donnés que la ligne put être érigée de Sainte-Luce à Saint-Gabriel.

A la réunion d'octobre 1900, où il fut également fait rapport de travaux à Lévis et dans les environs, il fut décidé que les assemblées se tiendraient dorénavant à Lévis ou à Saint-Octave et que les convocations seraient publiées dans "Le Quotidien" de Lévis.

Il y avait alors 39 abonnés à Rimouski, 26 à Matane, 15 à Saint-Octave, 14 à Sainte-Flavie, 10 à Petit-Métis, 8 à Grand-Métis et 7 à Bic. Pour un total de 157 appareils, le revenu annuel des abonnements est de \$2 700 en 1900, les souscriptions variant entre \$5 et \$25 par année.

Un câble sur le pont de Québec

A la réunion du 20 décembre 1900, les directeurs décident de tenir leurs réunions ailleurs, le "bureau de la Compagnie n'étant pas un endroit jugé assez discret". Et l'année n'est pas encore terminée qu'on entre en pourparlers avec La Compagnie du Pont de Québec en vue d'obtenir un droit de passage pour les lignes et les câbles téléphoniques sur le pont en voie de construction.

En 1901, \$100 suffisent pour acheter la ligne de Z. Côté à Saint-Anaclet. Une entente est conclue pour la transmission des messages avec La Compagnie de Téléphone de Beauce, ainsi que pour la construction à frais communs d'une ligne se terminant au central de Sainte-Marie.

Comme les actions de la Compagnie valent maintenant \$100, on imprime des blancs de coupons de \$10 représentant des dixièmes de parts, ce qui en facilite l'achat aux petits actionnaires.

Les travaux se partagent désormais entre les districts de Lévis et de Rimouski. Si nous nous attardons dans ce dernier district, nous constatons que le central de

Grand-Métis a été fermé en 1901, mais que le téléphone est rendu à Saint-Donat et Saint-Gabriel via Sainte-Luce, à Sainte-Blandine, Pointe-au-Père et Sacré-Coeur via Rimouski, alors que Saint-Damase, Saint-Moïse, Petit-Métis, Grand-Métis, Sainte-Angèle, Saint-Octave et Price Mill se trouvent raccordés via Saint-Octave. De plus, la ligne de télégraphe s'étendant de Rimouski à Sainte-Flavie a été acquise pour \$125 et la compagnie "Price Brothers" a cédé pour \$50 ses poteaux et lignes téléphoniques de Grand-Métis à Saint-Octave et de Grand-Métis à Price Mill. Les poteaux sont achetés pour relier le terminus de Bic à La Compagnie de Pouvoir Electrique de Fraserville, ce qui se fera en 1902, la ligne entre Fraserville et Saint-Charles venant terminer le raccordement des réseaux de l'est et de l'ouest en 1903. Les autres travaux exécutés en 1902 concernent Sainte-Félicité, Cap-à-La-Baleine, Saint-Luc, Sainte-Blandine, Saint-Fabien et Saint-Simon. Autorisation d'embaucher un teneur de livres, achat de la Compagnie de Téléphone de Lotbinière et de 107 parts de La Compagnie de Pouvoir Electrique de Fraserville, voilà qui nous mène au cinquième rapport annuel de la Compagnie en juin 1903. Si l'on exclut les dons en matériaux et travaux, le réseau a coûté jusque-là \$79 533,06. Même si le solde n'est que de \$1 691,66 en fin d'année, la pose d'un câble sous-marin entre Lévis et Québec ne semble pas un projet trop audacieux pour la direction, les autres rêves consistant en un circuit à l'île d'Orléans et une ligne devant relier Trois-Rivières à Shawinigan. On se contente toutefois d'acheter une ligne de téléphone locale à Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud et d'envisager un peu de construction à Sayabec, Cedar Hall (Val-Brillant) et Amqui.

La route du Témiscouata

En 1904, la Compagnie étend son réseau à Saint-Eloi, Saint-Epiphanie, Saint-Hubert et Saint-Honoré, où elle se relie au réseau privé que possède Thomas LeBel jusqu'à Notre-Dame-du-Lac; elle s'installe également à Saint-Mathieu, Saint-Valérien et Saint-Léon-le-Grand, redresse en la faisant passer par le chemin Kempt la ligne téléphonique qui va de l'église de Saint-Octave à l'église de Saint-Moïse et bâtit la ligne qui va du Lac-au-Saumon à Causapscal.

Elle investit dans la Compagnie de Téléphone Provinciale, elle achète un terrain avec bâtisses à Fraserville, puis transfère à Lévis son principal bureau d'affaires, résidence du gérant comprise. Matane, Rimouski, Kamouraska, Témiscouata et L'Islet comptent parmi les dix comtés où "Bellechasse" est établie en 1905, alors que le Témiscouata lui donne son plus fort contingent d'abonnés. Des travaux sont faits à Matane, Matapédia et Fraserville, des immeubles sont achetés à Rimouski, Rivière-du-Loup et Lévis mais, ce qui impressionne le plus en 1905, c'est la mise en service de la ligne reliant Lévis à Rivière-du-Loup, le prolongement de la ligne de cuivre de Rivière-du-Loup à Saint-Octave (3), la signature d'un contrat de raccordement avec "The Central Telephone Company" (aujourd'hui New Brunswick Telephone) de Sussex, signature d'un contrat avec la Compagnie du Chemin de fer de Gaspé pour utilisation de ses poteaux, achat de la balance des parts de "Fraserville" et acquisition de la Compagnie de Téléphone de Saint-Paul-du-Buton. S'il est encore question d'un raccordement avec la Basse Ville de Québec, les travaux se poursuivent dans les comtés de l'est; à la fin de 1905, la ligne de poteaux

a été prolongée de Causapscal à Matapédia, des embranchements ont été faits sur le chemin Taché dans le comté de Témiscouata, au Mont-Carmel et à Saint-Onésime dans celui de Kamouraska, puis à Saint-Jean Port-Joli, Saint-Roch-des-Aulnaies, Saint-Aubert, L'Islet, Saint-Eugène et Saint-Cyrille dans le comté de L'Islet. Enfin, un dénommé G.-A. Binet est embauché comme gérant local à Fraserville, en remplacement de feu Thomas LeBel.

C'est ainsi qu'on atteint les 2 000 abonnés et les 1 000 milles de lignes dans 11 comtés à la mi-mars 1906, le circuit de "Bellechasse" se poursuivant de façon ininterrompue de Saint-Jean-Deschaillons à Matapédia, où se fait le raccordement avec la province voisine. Le 28 avril, Ernest Beaubien est embauché comme comptable; nommé secrétaire-trésorier peu après, il connaîtra les hauts et les bas, les succès et les déboires d'une jeune compagnie en pleine expansion.

Ne retenant des multiples activités qui se déroulent dans le secteur ouest que ce qui se rapporte à l'audacieux projet déjà mentionné, nous noterons qu'une assemblée spéciale est convoquée en 1906 en vue d'un emprunt pour le câble souterrain et qu'on songe même à construire un circuit dans toute la ville de Québec, comme Bell l'a fait. Il est donc important de faire disparaître au plus vite les circuits "terrés" pour les remplacer par des circuits métalliques et d'avoir trois lignes tout le long du parcours de Scott-Jonction à Matapédia.

Vocation rurale

Quand le gouvernement provincial parle, en janvier 1907, d'imposer une taxe qui s'élèverait à \$2 000 par année pour "Bellechasse", J.-F. Demers rétorque:

"Si nous n'existions pas dans cette province pour fournir des communications rurales à bon marché, les campagnes demanderaient à grands cris au gouvernement d'opérer un système provincial afin de leur procurer cette grande utilité publique et le ministère serait forcé de faire. . . de grandes dépenses d'enquête et de législation, tel que vient de le faire la Province du Manitoba pour satisfaire à leurs demandes".

Câble sous-marin

Le 23 mars 1907, autorisation est donnée de faire les arrangements voulus pour le droit de passage sur les quais de chaque rive du fleuve, relativement au câble sous-marin. Le 26 avril, un bail de trois ans est signé avec un dénommé Taché relativement à la location du deuxième étage de l'immeuble situé à 97, rue Saint-Pierre, à Québec, ladite Cité ayant donné son accord, à l'automne 1906, pour l'exploitation du service téléphonique. Les commissaires du havre acceptent également qu'un câble sous-marin soit placé en travers du fleuve entre les cités de Québec et de Lévis. L'ingénieur Presson est embauché comme surintendant général pour la construction du réseau à Québec. Quand "Bellechasse" devient officiellement "La Compagnie de Téléphone Nationale" le 6 août 1907, elle obtient le droit de passage partout au Québec, sauf sur l'île de Mont-réal.

A cette date, où en est le téléphone dans le Bas du fleuve? Toutes les rues de Rimouski sont raccordées au central, 10 milles de ligne ont été installés dans trois concessions de Trois-Pistoles et il y a un embranchement de Saint-Cyprien à Saint-Honoré et de Saint-Jean Port-Joli à Saint-Pamphile. Au moment de la mise

en service d'un standard "moderne" à Rivière-du-Loup en mars 1908, la route téléphonique de Rivière-du-Loup à Sainte-Hélène est terminée et un nouveau central a été installé à Saint-Jean-de-Dieu, ainsi qu'au canton Saint-Honoré.

Si l'on en juge par le montant des assurances payées, les propriétés les plus importantes se trouvent, dans l'ordre, à Rivière-du-Loup, Lévis, Rimouski, Saint-Henri Jonction, Montmagny, Sainte-Flavie, Trois-Pistoles et Bic. 75 parts de la "Nationale"

sont échangées contre 75 parts de "Saint-Maurice et Champlain".

Les deux langues officielles ayant toujours eu cours au Québec, il est décidé, à la réunion des actionnaires de mars 1908, de faire paraître dans un journal français et un journal anglais de Québec, en plus du journal de Lévis, les prochains avis de convocation des assemblées annuelles.

En vue de la construction du pont de Québec, des poteaux ont été installés dans toutes les rues de Chaudière Curve, un câble nouveau a été posé à Saint-Romuald et trois grandes lignes assurent la communication entre Lévis et Scott-Jonction. Le système automatique est maintenant chose faite à Québec, et faite par la "Nationale". En effet, un tableau de distribution "Automatic Electric" y dessert 50 appareils téléphoniques, installés dans autant d'endroits de la Basse Ville.

Premières démissions

L'administration de la "Nationale" ne se fait pas sans quelques heurts; c'est ainsi qu'on assiste à des démissions en série. Le 2 septembre 1908, le président Georges Demers démissionne, E.-B. Garneau est élu; le 16 septembre, Garneau (Turgeon élu) et R. Turner démissionnent; le 6 octobre, le président Turgeon (Dussault élu), J.-F. Demers et Presson démissionnent, mais Turner revient alors sur sa décision et reste au bureau de direction. Le standard automatique placé en démonstration par "Automatic Electric" semble être au coeur du problème: le 10 novembre 1908, ordre est donné de l'enlever en ne gardant que la table de distribution et les appareils installés dans le bureau; le 7 janvier 1909, on recommande de discontinuer la démonstration à Québec; le 1er mai, le représentant de la com-

Si la Compagnie du Téléphone de Métis fondée par le docteur J.-Ferdinand Demers est considérée comme le berceau de Québec-Téléphone, c'est l'honorable Jules-A. Brillant qui en est reconnu à juste titre comme le fondateur. S'étant porté acquéreur, en 1927, des actions du président de la Compagnie de Téléphone Nationale, Jules-A. Brillant prit alors la direction de cette compagnie qui, agglomérée à de nombreux autres réseaux téléphoniques, devait constituer plus tard le patrimoine de Québec-Téléphone. Voici les principales constituantes en ce qui concerne le Bas Saint-Laurent.

1893 : Compagnie de Téléphone de Bellechasse
 1897-98 : La Compagnie de Téléphone des comtés de Rimouski et Matane (absorbée par Métis)
 1898-1900 : La Compagnie du Téléphone de Métis (fusionnée à Bellechasse)
 1899 : réseau Bell de Rimouski, dont l'origine remonte à 1890
 1901 : ligne de Z. Côté à Saint-Anaclet
 1906-53-71 : La Compagnie de Téléphone Bonaventure et Gaspé, limitée
 1907-27 : La Compagnie de Téléphone Nationale (englobe Bellechasse)
 1916-27 : La Compagnie de Téléphone Matane et Gaspé
 1927 (juin) : La Corporation de Téléphone et de Valeurs d'Utilités Publiques du Québec
 1927 (novembre) : La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec
 1935 : La Compagnie de Téléphone Nationale (détenue par La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec): (1936) Matane et Gaspé, Beauce, Saint-Joseph-de-Beauce, Saint-Ephrem-de-Tring, Sainte-Marie, Métis
 1936 : Compagnie de Téléphone Portneuf et Champlain (détenue par La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec): Bellechasse, Portneuf, Saint-Maurice et Champlain

1940 : réseau de Saint-Vianney
 1946 : réseau de Grande-Vallée
 1947-57 : Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée
 1947 : La Corporation de Téléphone de Québec (Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec)
 1955 : Québec-Téléphone (La Corporation de Téléphone de Québec)
 1956 : réseau de Baie-Comeau, réseau d'Alberville et Sainte-Marguerite
 1957 : réseau desservant Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François-d'Assise et L'Ascension-de-Matapédia, réseau de Clarke City
 1958 : lignes téléphoniques de Saint-Adelme, Cherbourg, Saint-Ulric, Saint-Léandre, Sainte-Thérèse-de-Gaspé, Sainte-Paula, Saint-Damase, Saint-Cléophas, La Rédemption, Saint-Nil, Saint-Vianney, Saint-René-Goupil, Saint-Octave-de-l'Avenir, Cap-des-Rosiers, Irishtown, Cap-d'Espoir, Saint-Gabriel-de-Gaspé, Rameau, Grande-Rivière, Port-Daniel, Thivierge, Saint-Omer, Saint-Louis-de-Gonzague et Saint-Jean-de-Brébeuf
 1963 : Syndicat de Téléphone de Saint-Eugène-de-Ladrière
 1966 : Anglo-Canadian Telephone, filiale de GTE, devient actionnaire majoritaire de Québec-Téléphone
 1966 : réseaux de Saint-Côme, Saint-Prosper, Saint-Benjamin, Saint-Martin et Téléphone de Saint-Georges Inc.
 1971 : réseau de Saint-André-de-Restigouche
 1972 : réseau de Port-Menier, Ile d'Anticosti
 1974 : extension au 52e degré de latitude de la limite nord du territoire de Québec-Téléphone, par ordonnance de la Régie des services publics du Québec

pagnie américaine quitte Québec; le 4 juin, les plans et spécifications nécessaires à la construction du système automatique dans toute la cité de Québec sont entièrement terminés; le 24 août, on étudie la possibilité d'obtenir un câble de "Canadian Electric Light Co." au lieu de lui payer un dollar par jour pour l'usage du câble transportant les messages de la rive sud au système automatique à Québec; quand ce système sera finalement débranché en septembre 1909, des difficultés avec "Bell" nuiront à la transmissions des communications à Québec et cette situation durera jusqu'à la cession, en septembre 1915, d'une partie du réseau de la rive sud, dont la section de Lévis. (4)

Au début de 1909, 100 téléphones "harmoniques" sont commandés avec le système du même nom pour le central de Lévis, le président Dussault décède et Garneau démissionne. Depuis trois ans, les recettes vont diminuant: \$18 931 en 1906, \$18 350 en 1907, \$16 803,60 en 1908. Il n'y aura pas de dividende cette année-là et les directeurs accepteront de ne plus recevoir de compensation monétaire, fût-ce même pour l'assemblée annuelle. On y étudie la possibilité de faire comme "Kamouraska" pour attirer les actionnaires, c'est-à-dire fournir le service gratuit d'un téléphone à ceux qui consentiraient à investir \$500. On y rapporte également que trois lignes métalliques relient maintenant Scott-Jonction, Lévis et Sainte-Flavie. Qu'est-ce au juste que ces lignes métalliques? C'est un système qui utilise deux fils pour chaque circuit de grande ligne et deux broches pour chacun des appareils téléphoniques. En 1909, Joseph Paquet est élu président, Turgeon, vice-président, et Beaubien, secrétaire-trésorier à la place de Demers. Ce dernier peut

rester gérant général "à la condition expresse et formelle qu'il consacre tout son temps à la compagnie"; il démissionne alors de toutes les autres compagnies dont il fait partie, à l'exception de "Beauce", et il garde la présidence de l'Association des compagnies de téléphone indépendantes du Canada (5), mais il démissionnera finalement de son poste de gérant général le 31 juillet 1909 pour devenir administrateur-fondateur de La Traverse de Lévis Limitée au début de 1910, l'année même où il devait décéder.

Période de transition

De nombreux remaniements internes se produisent avant ce départ, les différents districts, soient Lévis, Sainte-Flavie, Montmagny, Rimouski, Témiscouata et Matane, échangeant leurs chefs, ces dits chefs se nommant Barrette, Côté, Martel et Desrosiers (Jos. et Alex.). Non seulement il n'y aura pas de dividende pour l'année 1909, mais on devra remercier le nouveau gérant général de ses services, à peine un mois après l'avoir embauché. Saint-André de Kamouraska et Saint-Alexandre, voilà deux nouveaux noms qui apparaissent au programme de construction, la Compagnie donnant priorité à l'installation d'une ligne de cuivre sur tout son réseau, en remplacement des lignes déjà existantes. Des améliorations de ce genre pourraient résumer toute l'histoire de la Compagnie jusqu'en 1927, la balance de l'argent disponible étant engloutie dans le grand projet d'automatisation du service téléphonique à Québec.

Au printemps de 1911, démission de Belleau, Dussault, Tanguay et Dupuis, élection de Forget, Webster et Pelletier, réélection de Belleau, démission de Barry, élection de Garneau. C'est ce qu'on pourrait appeler des

réactions en chaîne. . .

Le 1er novembre 1911, des augmentations de salaire sont accordées aux principaux employés. C'est ainsi que la rémunération d'Ernest Beaubien, gérant général, est portée de \$100 à \$140 par mois; celle de J.-Valère Plante, surintendant, de \$75 à \$95 et celle de Noël Lemieux, comptable, de \$40 à \$55. Le gérant du trafic se nomme alors Noël Riendeau.

Le 22 janvier 1912, la Compagnie acquiert à Québec pour \$7 000 la propriété Ratté, située sur la rue Saint-Joachim, près de la rue O'Connell, avec l'intention de la démolir pour faire place au central automatique. En 1913, le président Belleau se rend à Londres avec un courtier de Chicago pour vendre des obligations de la Compagnie. En son absence, le bilan 1912 est refusé par les actionnaires, comme le sera celui de 1913, et Joseph Paquet est porté à la présidence. Belleau, Pelletier et Lespérance démissionnent. Au 31 décembre 1913, \$182 177,53 ont été dépensés pour l'installation à Québec. Le 9 janvier 1914, les \$1 500 d'obligations qui avaient été déposés à la cité de Québec, pour travaux, sont retirés; le 2 juillet, la Compagnie cède à Webster et associés la majorité de ses droits à Québec, l'immeuble de la rue Saint-Joachim leur étant échangé en 1915 contre les 850 actions remises pour négocier le contrat "Automatic". Quant à l'engagement pris avec "Automatic Electric" le 12 juillet 1911, il ne sera définitivement réglé qu'en 1919. Les pourparlers de vente du réseau souterrain de Québec, entrepris au début de 1920, aboutissent par une cession à "Quebec Power" pour \$23 700, en novembre 1924.

Entre-temps, P. Normand a offert en vente sa ligne téléphoni-

que de Saint-Antoine en 1914, Dickson a vendu celle de Saint-Malachie pour \$250 en 1915 mais le réseau qui devait être prolongé de Saint-Honoré à Sainte-Rose-du-Dégelis ne l'a pas été car, en 1915, c'est le désastre: tout le réseau téléphonique du Québec est démolé par le verglas du 25 février. Dupuis est reporté à la présidence et la grande ronde des échanges commence. En juin, "Kamouraska" accepte de se retirer des comtés de Rimouski et de L'Islet et la "Nationale", des comtés de Kamouraska et de Témiscouata. Au grand rêve qui s'est évanoui en 1914 au profit de Webster, succèdent les dures réalités de l'hiver québécois. Ce ne sera plus seulement Québec, mais Lévis, Lauzon, Bienville, Saint-David et environs, la ligne de Saint-Romuald à Saint-Jean-Chrysostome, de Côte Rouge à Chaudière Curve, de Lévis à Saint-Henri, que la Nationale abandonnera à Bell, soit une va-

leur de \$23 065,24, en retour de quoi elle obtiendra tout le réseau Bell du comté de Montmagny, la ligne de Chaudière à Saint-Nicolas, de Saint-Henri à Sainte-Claire et la ligne télégraphique de l'Intercontinentale, allant de Saint-Charles à Saint-Gervais. La ligne installée à Lotbinière et de Lotbinière à Saint-Jean-Deschailons sera cédée à La Compagnie de Téléphone Electrique de Lotbinière. En même temps que des échanges mutuels de trafic avec toutes ces compagnies, la Nationale établit un raccordement avec La Compagnie du Téléphone de Saint-Philémon. Les installations de Fraserville sont vendues à une compagnie de Québec et une partie du réseau du comté de Matane, à William Russell.

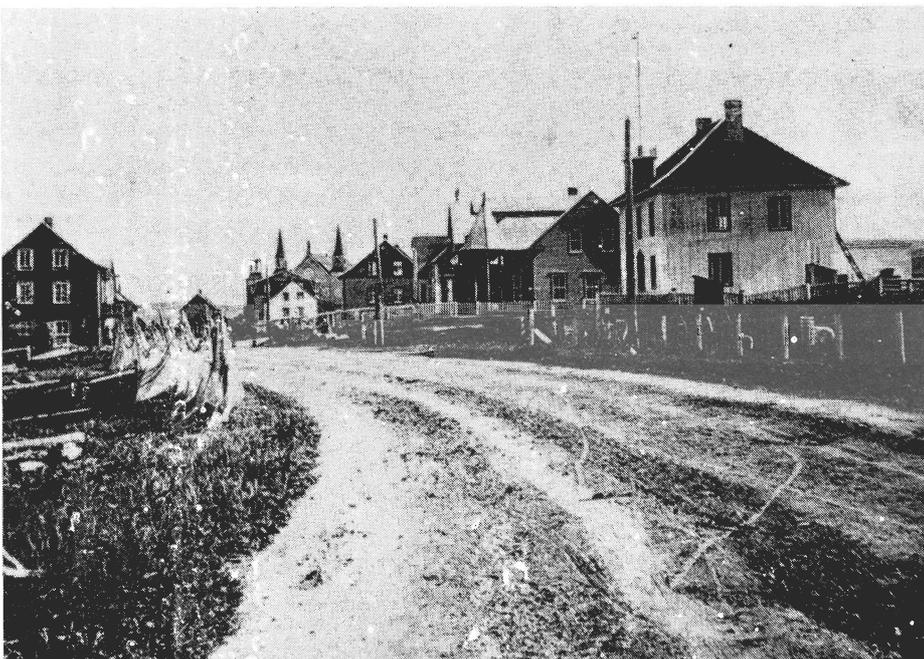
Administration Dupuis

Si Dupuis assume la présidence de 1915 à 1927, Barry remplacera Georges Demers à la vice-présidence en 1919 pour y rester jus-

qu'en 1927, tandis qu'Ernest Beaubien fera tout l'intervalle 1906-1927 comme secrétaire-trésorier.

Chronologiquement parlant, que se passe-t-il à part la réparation des dégâts durant ces années? Un immeuble a été acquis à Mont-Joli, en 1915, et l'on y a installé le bureau de l'inspecteur du district de Matane. En 1916, de gros travaux ont été effectués à L'Islet, Matane, Saint-Roch-des-Aulnaies, Sainte-Louise, Saint-Jean Port-Joli, Saint-Aubert, Saint-Damase et Sainte-Perpétue; la vieille ligne Bic-Rimouski a été vendue au Crédit municipal canadien vu l'acquisition de "Kamouraska" d'une ligne nettement supérieure. Les centraux ont été enlevés dans 12 villages qui se trouvent ainsi raccordés avec le central de Rimouski, ce qui permet aux abonnés de Bic, Saint-Valérien, Sacré-Coeur, Sainte-Blandine, Saint-Anaclet, Pointe-au-Père, Sainte-Luce, Saint-Donat, Saint-Gabriel et autres d'obtenir la communication téléphonique à toute heure du jour et de la nuit, exactement comme à Rimouski. La hausse des matériaux, la rareté de main-d'oeuvre et les difficultés de transport imposent de fortes contraintes à la Compagnie, qui réussit quand même à diminuer sa dette en 1917. Elle émettra, dans cette intention, des actions de \$50 au lieu de \$100. En 1919, un entrepôt sera construit à Montmagny et un immeuble de \$5 000 à Mont-Joli; la ligne de cuivre sera construite, au coût de \$6 275, entre Matane et Mont-Joli. Pour la première fois en 1919, les revenus des messages interurbains excèdent les revenus provenant des abonnements. Autorisation, en 1923, de reconstruire la ligne de Montmagny au Cap-Saint-Ignace; en 1925, de reconstruire de Sayabec à Caucapascal; en 1926, de poser un câ-

La maison de croite abrita le premier central téléphonique de Sainte-Anne-des-Monts, installé par Germain Leclerc en 1915 et gardé par madame Olivain Gagnon jusqu'à sa destruction par un incendie en 1917.



ble de 25 paires à Rimouski; en 1927, d'apporter des améliorations au central de Rimouski, ainsi qu'à Matane, Bic et Montmagny puis, en 1928, d'acheter un terrain à Matane. (6)

Durant ces maigres années, la question technique semble avoir été reléguée au second plan, les préoccupations des directeurs étant plutôt d'ordre monétaire. En 1923, Dupuis avait offert de céder pour \$102 575 les \$132 500 d'obligations qu'il détenait dans la Compagnie, obligations finalement acquises par Jules-A. Brillant. En 1926, des contrats de salaire de cinq ans étaient signés avec le gérant général Beaubien (\$4 000/an), le surintendant Lemieux (\$2 100/an), le comptable Léandre Ampleman (\$1 440/an), ce dernier agissant aussi comme secrétaire adjoint depuis le 4 novembre 1924.

Le 7 mars 1927, les mêmes directeurs sont réélus à l'assemblée des actionnaires mais, Dupuis et Garant démissionnant le 12 avril, ils sont remplacés par Jules-André Brillant et Paul-Émile Gagnon. Georges Demers et Rhéaume démissionnent de suite et sont remplacés par Robinson et Morency. Brillant est alors élu président, Gagnon, secrétaire, et Imelda Dubé, assistante-secrétaire; Beaubien reste trésorier et gérant général. C'est une autre ère qui commence mais, avant de clore le chapitre Demers, il serait bon de redire le nom des cinq directeurs qui ont vécu ce premier quart de siècle du téléphone dans le Bas Saint-Laurent: depuis octobre 1900, Georges Demers (père de l'autre), Alphonse-Bénoni Dupuis, Joseph-Honoré Fréchette, Edouard Couture et, depuis octobre 1901, John McWilliams, de la Pointe-au-Père.

Nouveau départ LA CORPORATION DE TELEPHONE ET DE POUVOIR DE QUEBEC

Le 12 octobre 1927, La Compagnie de Téléphone Nationale signait un contrat avec La Corporation de Téléphone et de Valeurs d'Utilités Publiques de Québec qui, sous le nom de La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec, devait englober le réseau bas-laurentien en novembre 1927 pour former ultérieurement le plus vaste réseau indépendant de télécommunications au Québec.

Les réseaux téléphoniques de Saint-François-Xavier-des-Hauts, Sainte-Jeanne-d'Arc et Saint-Joseph-de-Beauce, La Cie de Téléphone de Saint-Ephrem et La Compagnie de Téléphone Rural de Sainte-Marie de Beauce viennent, entre 1927 et 1930, se greffer au noyau de base, ce à quoi s'ajoute le contrôle de La Compagnie de Téléphone Matane et Gaspé en août '27, de la Compagnie de Téléphone Beauce en décembre '27, de La Compagnie de Téléphone Portneuf enr. en février '28 et de La Compagnie de Téléphone Saint-Maurice et Champlain en mai '28.

En 1933, le bureau de direction de La Corporation est composé de J.-A. Brillant (Rimouski), président, Ernest Beaubien (Québec), vice-président, P.-E. Gagnon (Rimouski), secrétaire, J.M. Robinson (Saint-Jean, N.B.), J.-A. Desjardins (Matane), Charles Couillard (Rimouski) et N.A. Timmins (Montréal), directeurs. (7)

Deux compagnies-maitresses

Le 29 janvier 1935, réapparaît La Compagnie de Téléphone Nationale qui, lors de la réorganisation des filiales en 1936, absorbera toutes les compagnies au sud du Saint-Laurent, alors que les réseaux du nord seront fusionnés en une seule Compagnie de Téléphone Portneuf et Champlain.

C'est La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec qui exploite l'ensemble. D'une longueur de 2 700 milles, ce réseau forme une chaîne de continuité qui s'étend de Trois-Rivières exclusivement à Matane inclusivement et dessert une population de 35 000 habitants, comprise dans 14 comtés. Par son raccordement à la Compagnie de Téléphone Bell, "New Brunswick Tele-

MM. Lavoie [Adéodat], Luce [Central Public Service, Presqu'Isle, Maine], Brillant [Jules-A.] et Bernier [Thomas-A.], lors d'une réunion au Rocher-Blanc, en 1933.





Jean Lévesque [aujourd'hui caissier général] était responsable du matériel en entrepôt, Ludger Labrie était proposé à l'atelier et Cyrice Ouellet était chargé du montage et de la réparation des tableaux de distribution en 1940.



Pose d'un câble sur la rue Saint-Jean-Baptiste à Rimouski, en 1943. Sur la terre ferme, les Joseph Deschênes, Henri Dionne et Joseph Trudel; sur le "bicycle", Gérard Raymond; en haut du poteau, les Dubé de Mont-Joli et Gagné de Montmagny.

phone Co." et les compagnies indépendantes, il assure la communication de ses abonnés avec le reste du Canada et l'ensemble des Etats-Unis.

La même année, est inauguré le service de radio-téléphone de Rimouski à Baie-Comeau, Shelter Bay, Clarke City et, conjointement avec "Canadian Marconi", au navire Jean-Brillant de La Compagnie de Transport du Bas Saint-Laurent; c'est la première utilisation au Québec du radio-téléphone comme partie intégrale d'un réseau interurbain. En 1936 également, le réseau de La Compagnie de Téléphone Matane et Gaspé est prolongé par acquisition de la ligne s'étendant entre Sainte-Félicité et Saint-Joachim-de-Tourelle.

Trois divisions

En mai 1937, un incendie ayant détruit le bureau du boulevard Charest à Québec, le siège social est déménagé à Rimouski et le

réseau est séparé en trois divisions: celle de Rimouski avec bureau à Rimouski, celle de Portneuf avec bureau à Portneuf et celle de Montmagny avec bureau successivement à Lévis et à Montmagny. Dès lors, le rythme de croissance va progresser très rapidement, grâce à la modernisation de l'équipement et à l'amélioration des méthodes de travail.

Rimouski, qui comptait 700 téléphones en 1938, transforme son réseau local en 1939. L'équipement à magnéto y est remplacé par un système à batteries centrales; il n'y a plus de manivelle sur les appareils téléphoniques et trois positions au central assurent le service aux clients. La population de Rimouski se chiffre alors à 7 000 habitants.

En 1940, La Compagnie de Téléphone Nationale achète le réseau de Saint-Vianney et, en 1942, le nombre des circuits est porté à cinq entre Rimouski et Québec, de deux qu'il était en 1932.

En 1944, Mont-Joli et Saint-Flavie connaissent également le transfert à batteries centrales.

Pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale, l'effort militaire du pays a entraîné un accroissement de l'activité économique dans l'ensemble du territoire de la Compagnie. Malgré les difficultés à obtenir des matériaux téléphoniques, l'installation de nouveaux appareils aux seules entreprises essentielles porte à près de 7 000, à la fin de 1945, le nombre des téléphones en service sur le réseau de la Corporation; on y dénombre 45 centraux, par lesquels passent 60 000 appels interurbains mensuellement. Les salaires déboursés se chiffrent à \$178 000, alors que le revenu annuel atteint presque le demi-million avec un actif de deux millions.

L'après-guerre

En mars 1946, un relais par radio-téléphone à modulation de fréquence est installé entre Forestville et Rimouski, également entre Baie-Comeau et Rimouski.

À la réunion annuelle des actionnaires cette année-là, apparaissent différents visages qui nous sont aujourd'hui familiers. C'est alors que Norman Gendreau (dont la carrière s'étend de 1942 à 1969), directeur de la Corporation depuis 1942, est nommé trésorier de la "Nationale", tandis que F.C. Doak (de 1938 à 1971) est élu directeur de la Corporation. L'année suivante, soit en 1947, Jacques Brillant (de 1947 à 1967) et Julien Thuot (depuis 1939) seront élus directeurs et, en 1948, ce sera J.-Réal Bernier (de 1945 à 1969) qui deviendra directeur et comptable en chef.

Grâce aux travaux exécutés par l'armée canadienne, le réseau téléphonique s'étend en 1946 à la section du comté de Gaspé-Nord comprise entre Sainte-Anne-des-

Monts et Rivière-au-Renard; six nouveaux centraux sont ouverts, soit à Rivière-à-Martre, Mont-Louis, Petite-Madeleine, Grande Vallée, Cloridorme et Saint-Maurice-de-l'Echourie.

En août, un circuit interurbain est installé de Mont-Joli à Amqui et un autre, d'Amqui à Causapsal et Matapédia. Le total des circuits Rimouski-Québec est porté à neuf, plus un circuit pour Montréal. L'appel de Rimouski à Québec coûte \$1; à Mont-Joli, \$0,20.

En octobre, La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec achète le réseau de Grande-Vallée.

Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée

Février 1947 marque l'incorporation de la Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée; cette dernière devient officiellement propriétaire des centraux de Grande-Vallée et de Forestville et elle acquiert, en

août, le réseau compris entre Saint-Joachim-de-Tourelle et Saint-Majorique.

La Corporation de Téléphone de Québec

Le 5 août 1947, par lettres patentes supplémentaires, La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec se transforme pour devenir La Corporation de Téléphone de Québec, propriétaire à part entière de La Compagnie de Téléphone Nationale qui sera officiellement dissoute en juin 1948.

En octobre 1947, la Compagnie de Téléphone du Golfe Saint-Laurent, Limitée, achète du gouvernement du Canada la ligne télégraphique longeant la rive nord du Saint-Laurent, de La Malbaie à Red Bay, sur le détroit de Belle-Isle, et met en service un relais de radio-téléphone à modulation de fréquence entre Baie-Trinité et Matane.

1947

F.C. Doak M. Martin N. Gendreau H. Brochu
T.-A. Bernier R. Bernier J. Thuot J.-A. Brillant



Hedwidge Brodrigue Lavoie, téléphoniste en chef au central de Rimouski en 1945.



L'installation à Bic du premier central automatique de type satellite, l'ouverture d'un bureau de télégraphe à Rimouski et le remplacement à Matane du service magnéto par le système à batteries centrales, telles sont quelques-unes des réalisations de l'année 1948. Les activités se multiplient à un tel point durant les années suivantes que nous allons devoir limiter notre récit désormais au seul district de Rimouski, ce district formant, avec ceux de Matane et de New Carlisle, la région Saint-Laurent. Pour des raisons d'ordre administratif, en effet, le territoire est aujourd'hui partagé en trois régions désignées d'après leurs limites géographiques, les régions Saint-Laurent, Québec et Côte-Nord.

En 1949, inauguration du service de mandats télégraphiques, mise en service d'un autocommutateur satellite à Sainte-Blandine et à Saint-Gabriel, d'un système à batteries centrales à Luceville, d'un système semblable à Trinité-des-Monts desservant Esprit-Saint et d'un autre au Lac-des-Aigles avec raccordement interurbain à Biencourt. A Rimouski, le tableau manuel ayant atteint six positions avec également six positions d'interurbain, le service manuel est remplacé par le système automatique pas-à-pas. 2 027 téléphones à Rimouski desservent alors une population de 15 000 habitants et le service résidentiel sur ligne individuelle y coûte \$3,25 par mois.

Quand Rimouski devient centre de télécommunications en 1950, les téléphonistes de l'interurbain desservent 31 centraux, regroupant environ 8 000 téléphones; 425 téléphones et 3 standards privés y seront perdus lors de la conflagration de mai.

En 1951, changement au central de Luceville du service manuel au

système automatique, changement au central de Saint-Fabien du service magnéto au système à batteries centrales et inauguration à Rimouski d'un service des navires à la terre, en collaboration avec le ministère des Transports du Canada.

En 1952, une ordonnance autorise l'augmentation des taux d'abonnement et le service résidentiel sur ligne individuelle, à Rimouski, coûte \$3,65 par mois.

En 1953, La Corporation de Téléphone de Québec fait l'acquisition de la majorité des actions de La Compagnie de Téléphone Bonaventure et Gaspé, limitée, qui devient ainsi une filiale.

En 1954, les appels transmis entre les compagnies "Bell" et "Bonaventure et Gaspé" empruntent le réseau de la Corporation au lieu de celui du Nouveau-Brunswick; il y a raccordement interurbain entre Rimouski et Labrieville.

QUÉBEC-TÉLÉPHONE

En 1955, La Corporation de Téléphone de Québec devient "Québec-Téléphone" et s'installe dans le nouvel édifice Brillant, à Rimouski.

En 1956, le centre de télécommunications de Rimouski et ses tributaires automatiques, un ensemble de 27 centraux desservant 17 512 téléphones, est raccordé au réseau national de signalisation automatique des appels interurbains par les téléphonistes.

En 1958, le réseau hertzien est mis en marche entre Rivière-du-Loup et Sept-Iles et les programmes de télévision française sont transmis de Rimouski, par liaison hertzienne, à CKBL-TV, Matane.

En 1959, le réseau hertzien en direction de Québec et de Sept-Iles entre en service. Rimouski

compte 6 386 téléphones et le service résidentiel sur ligne individuelle y coûte \$4,15 par mois.

En 1961, une chaîne de relais hertziens entre Rimouski et Groses-Roches établit le raccordement avec le câble transatlantique de la Société Canadienne des Télécommunications Transmarines, raccordement qui durera jusqu'en 1976.

En 1962, les télécommunications du réseau radiophonique français de la Société Radio-Canada sont confiées à Québec-Téléphone. Cette même année, Jacques Brillant est porté à la présidence de la compagnie, mais son père reste toutefois président du conseil d'administration.

En 1963, des circuits directs sont établis entre Rimouski et Saint-Jean, N.B.

Du téléphone aux télécommunications

La petite compagnie rurale de 1896 a pris allure d'entreprise familiale en 1927, mais elle a tellement agrandi ses limites territoriales qu'elle doit déborder les frontières québécoises pour obtenir les capitaux indispensables à son expansion. Etant donné l'éparpillement de sa clientèle, les distances déjà grandes s'en trouvent démesurées et ce ne sont pas quelques millions qui suffiront à les combler. Elle serait vouée à l'extinction si elle se laissait absorber par sa gigantesque voisine et, advenant le cas, son personnel administratif serait vite avalé par la dévorante métropole, comme cela s'est vu après la nationalisation de l'électricité. . .

Jules-A. Brillant lui-même, l'homme d'affaires roublard qui avait une vue superbe de son bureau sur l'immensité du fleuve, n'avait pu cacher son émotion en apprenant la nouvelle de l'étatisation de La Compagnie de Pou-

voir; contemplant de sa fenêtre cette immensité symbolique, il laissa tomber ces quelques mots: "C'est le commencement de la fin. . ." Les capitaux Brillant ne peuvent plus suffire quand le programme de construction annuel doit dépasser les quinze millions, ce qui est le cas de Québec-Téléphone.

Fin des intérêts privés de la famille Brillant, mais début d'une ère nouvelle pour Québec-Téléphone grâce à l'immense réservoir de capitaux que représente la Compagnie Anglo-Canadienne, devenue actionnaire majoritaire. Durant les derniers mois de 1966, cinq réseaux téléphoniques, dont celui de Saint-Georges, s'adjoignent à la division ouest. La première convention collective est signée, la même année, avec le local 2200 de la Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité. C'est aussi à cette époque que débute l'ère de l'informatique, avec l'installation d'un premier ordinateur au service de la comptabilité. Rimouski comptera 11 631 téléphones lors de l'avènement du service régional avec Bic et Luceville; le service résidentiel sur ligne individuelle y coûte alors \$5,50 par mois.

Mais on ne peut ainsi tourner la page sans accorder quelques instants de plus à ce "grand" patron que fut l'honorable Jules-A. Brillant. Administrateur et président d'honneur de Québec-Téléphone, titre qui lui fut conféré en 1966 lorsque son fils Jacques devint président du conseil d'administration, Jules-A. Brillant continua de s'intéresser à la téléphonie jusqu'aux derniers mois précédant sa mort, le 11 mai 1973. L'industrie du téléphone bénéficia de sa clairvoyance et de ses sages conseils durant quarante-six ans. Québec-Téléphone, c'est l'héritage qu'il a laissé à ses concitoyens du Bas du fleuve et son empreinte y est gravée à tout jamais; c'est pourquoi Québec-Téléphone le reconnaît comme son véritable fondateur et n'hésite pas à célébrer un cinquantenaire d'existence en 1977, même si l'origine d'une de ses constituantes de la région Québec remonte à 1893. . .

toyens du Bas du fleuve et son empreinte y est gravée à tout jamais; c'est pourquoi Québec-Téléphone le reconnaît comme son véritable fondateur et n'hésite pas à célébrer un cinquantenaire d'existence en 1977, même si l'origine d'une de ses constituantes de la région Québec remonte à 1893. . .



**L'honorable
Jules-A. Brillant**

La Basse Côte-Nord

Le développement de la Basse Côte-Nord marquera le début de la présidence de Basile-Augustin Bénéteau. De nombreux relais hertziens seront installés, en 1967 et 1968, entre Havre-Saint-Pierre et Lourdes-du-Blanc-Sablou; tous les habitants de la côte seront ainsi pourvus du service téléphonique et non plus seulement ceux qui résident dans ces deux centres, ce qui exigera des déboursés de plus de \$5 000 000.

En 1967 également, le système CAMA accompagne la mise en

service à Rimouski de l'interurbain automatique; à la date du 5 mars, ce service couvre les circonscriptions de Rimouski, Baie-Comeau, Bic, Causapscal, Clarke City, Hauterive, Les Boules, Luceville, Matane, Mont-Joli, Port Cartier, Sainte-Blandine, Saint-Moïse, Sayabec et Sept-Iles, soit 43 464 téléphones. Il y a maintenant un total de 468 circuits interurbains rayonnant de Rimouski, dont 50 vers Baie-Comeau, 46 vers Québec, 42 vers Hauterive, 36 vers Sept-Iles, 32 vers Matane, 23 vers Montréal et 21 vers Amqui; il y a également cinq circuits Rimouski-Campbellton et cinq circuits Rimouski-St. John. Au 31 décembre, la valeur du réseau dépassera les \$100 000 000.

En 1968, la valeur du réseau atteint \$114 372 904, ce qui signifie qu'elle a quadruplé en dix ans, et son réseau hertzien, d'une longueur de 2 085 milles comparativement à 921 milles en 1967, est devenu le plus étendu au Québec, assurant les communications avec l'ouest du Labrador et l'île de Terre-Neuve. Québec-Téléphone met ses connaissances et ses installations techniques et informatiques à la disposition du public; c'est ainsi que le ministère de l'Éducation et celui des Terres et Forêts bénéficient de réseaux pour la transmission des données.

Poursuivant en 1969 ses efforts d'amélioration et de modernisation, la Compagnie voit son réseau doubler de valeur en moins de cinq ans. L'automatisation est rendue à 92,7% par suite de l'installation de nombreux autocommutateurs et de l'instauration de plusieurs services régionaux. Le service d'informatique continue de se structurer pour en venir à élargir l'éventail de ses services; c'est ainsi que pourra commencer, en 1971, le traitement de la paye des hôpitaux.

Lors de l'installation du 150 000^e téléphone en 1970, les 50 000 derniers appareils remontent à moins de cinq ans, le réseau est automatisé à 96,7% et 80,9% des abonnés sont raccordés à l'interurbain automatique. Le nombre moyen d'abonnés par ligne rurale s'établit à 4,5, leurs appareils ne représentant plus dans l'ensemble qu'un très faible pourcentage par suite d'un regroupement systématisé en milieu rural. Traitement des salaires, contrôle budgétaire et système d'inventaire, tels sont les services disponibles en téléinformatique. Autres services dont bénéficient les clients, transmission à distance des électrocardiogrammes, télévision en circuit fermé, interrogation à distance des ordinateurs, système bancaire intégré et ainsi de suite; le gouvernement,

l'industrie, les hôpitaux et les maisons d'éducation s'en révèlent les principaux bénéficiaires.

Nouveau symbole

En 1971, Québec-Téléphone adopte de nouvelles couleurs et se donne un symbole plus représentatif d'une véritable entreprise de télécommunications. 98% des appareils sont maintenant automatiques et l'interurbain automatique, non disponible avant 1967, a été introduit chez 94% de ses clients. 51% des communications interurbaines sont composées directement par l'abonné, comparativement à 25% deux ans auparavant. Faisant partie des services spéciaux, de nombreux circuits sont loués pour télétype, pour transmission de la voix, de données, d'émissions radiophoniques et télévisées, etc. Québec-Télé-

phone devient membre de Télésat Canada, dont elle détient déjà 50 000 actions ordinaires, d'une valeur de \$500 000 en 1971.

En 1972, c'est 175 000 appareils téléphoniques que compte maintenant la Compagnie, en ayant ajouté un nombre record de 13 672 durant l'année écoulée. L'identification automatique des numéros est disponible pour 21% des abonnés et les appareils ruraux cèdent progressivement la place aux postes privés et semi-privés. Les parcs provinciaux de chasse et de pêche disposent désormais de systèmes de radio mobile privé, ce qui assure une communication constante entre les employés qui y travaillent. C'est également l'année de l'instauration des frais spéciaux de \$0,25 pour trois genres d'appels non essentiels, une initiative de



Québec-Téléphone qui sera reprise ultérieurement par de nombreuses autres compagnies.

En 1973, l'interurbain automatique est accessible à 95% des abonnés, la composition interurbaine directe à 70% et l'identification automatique, à 30%. Une partie du réseau téléphonique de Québec-Téléphone devient partie intégrante du système de transmission de la chaîne française de Radio-Canada. Une liaison hertzienne relie à ses camps forestiers les bureaux administratifs de La Compagnie de Papier Q.N.S. Ltée, ce qui devient une primeur puisque les travailleurs forestiers pourront désormais capter les émissions de télévision en plus de profiter des avantages du téléphone en forêt.

Transition Bénéteau-Sirois

En 1974, au moment où Raymond Sirois prend la succession de B.A. Bénéteau à la présidence de la Compagnie, le budget de construction s'élève à \$28 millions et la valeur du réseau atteint les \$202 millions. Les limites territoriales de la région Côte-Nord

sont étendues "au 52e degré de latitude, à l'exclusion de la partie occupée par la ville de Gagnon et de la partie du Labrador qui forme une enclave à l'intérieur du 52e degré de latitude". (8) Malheureusement, la grève de trois mois et demi des employés syndiqués devait quelque peu perturber le programme prévu pour l'année. Si des centraux électroniques sont déjà installés au nord et à l'ouest avec disponibilité de la composition au clavier, c'est sans contredit la télédistribution qui fait les manchettes dans la région Saint-Laurent, en 1975. Avec 217 118 appareils en service en décembre 1975, les \$40 millions déboursés pour le programme de construction ont porté la valeur du réseau à \$236 millions.

L'année 1976 voit le parachèvement de l'automatisation du réseau téléphonique de la Compagnie et la mise en place de nouveaux réseaux de télédistribution dans les agglomérations de Rimouski, Mont-Joli, Price et Matane. L'investissement le plus considérable jamais concentré en un même endroit, c'est ce que

représente la mise en service à Rimouski du premier central électronique interurbain à quatre fils, l'ancien central ne transmettant désormais qu'une infime partie du trafic interurbain mais absorbant la totalité du trafic local. Au-delà de 2 000 employés, qui retirent quelque \$27 millions en salaires, voilà les effectifs dont dispose Québec-Téléphone à la fin de 1976, alors que ses revenus annuels totalisent \$64,7 millions. Elle aura dépensé \$32 millions pour réaliser son programme de construction de l'année, ce qui donnera à son réseau une valeur globale de \$262 millions.

Combien d'autres aspects de la Compagnie ne faudrait-il pas mettre de l'avant pour la présenter dans toute son authenticité! Comment passer sous silence les programmes d'achat d'actions par les employés, la régionalisation des annuaires, la mécanisation des horaires des téléphonistes, le nouveau système de facturation des clients, la promotion des artistes du milieu par le truchement des couvertures d'annuaire et la reproduction à prix populaire de ces oeuvres qui, d'année en année, viennent enrichir une collection déjà fort intéressante?

Encore dernièrement, Québec-Téléphone n'hésitait pas à effectuer, en première mondiale, la transmission bidirectionnelle simultanée de messages téléphoniques et de signaux de télédistribution sur un même câble coaxial entre Rimouski et Saint-Fabien.

Si Québec-Téléphone s'enorgueillit de toutes ces premières qu'elle se plaît à multiplier depuis aussi loin que 1936, le demi-million de Québécois qu'elle dessert ainsi ne constitue-t-il pas en quelque sorte une classe privilégiée, puisque c'est lui qui bénéficie, en définitive, de ces services offerts en priorité? Un terri-



toire des plus diversifiés, une clientèle on ne peut plus sympathique, Québec-Téléphone occupe décidément une place de choix au domaine des télécommunications... champ d'action actuel de celle qui s'appelait La Compagnie du Téléphone de Métis à la fin du siècle dernier.

Monique J. Lebel
Québec-Téléphone

Notes et références

- (1) **Un Siècle de Labeur, de Foi, d'Honneur**, histoire de la paroisse Saint-Octave-de-Métis
- (2) Minutes des délibérations du "Bureau de Direction" de "La Compagnie du Téléphone de Métis" — De Bellechasse — & Nationale — Du 22 avril 1898 - à - 31 décembre 1908 (par) J.F. Demers M.D.
- (3) **Le Progrès du Golfe**, 7 décembre 1905
- (4) Minutes des Délibérations - du - Bureau de Direction de La Compagnie de Téléphone Nationale — Du 1er Janvier 1909 - à - (24 septembre 1924)
- (5) **Le Quotidien**, 12 août 1909
- (6) Livres des procès-verbaux du comité exécutif de la Compagnie de Téléphone Nationale (1911-1928)
- (7) Livre des procès-verbaux de la Compagnie de Téléphone Nationale (1930-1948)
- (8) Ordonnance du 10 mai 1974 de la Régie des services publics du Québec

Autres ouvrages consultés

Québec-Téléphone Nouvelles, de novembre 1966 à février 1972
Rapport annuel de Québec-Téléphone, 1966 et suivants
Echange, de février 1972 à septembre 1977



D'une sociologie des mass média à une histoire des communications

Les relations entre l'histoire et la sociologie peuvent être définies comme des relations d'échanges réciproques. Ainsi, le sociologue qui se spécialise sur un dossier à résonance sociale, découvre généralement que l'historien l'a précédé sur ce terrain. En ce sens, les théories sociologiques les plus durables l'ont été parce qu'elles ont réussi à intégrer la dimension historique. En retour, l'historien moderne peut de moins en moins ignorer les efforts de conceptualisation du sociologue sous peine de ne produire qu'une histoire anecdotique.

Dans cette perspective, nous examinerons **brèvement** les relations entre l'histoire et la sociologie des mass média. 1. pour nous interroger ensuite sur la signification sociologique du terme **mass média** 2. Nous terminerons en suggérant quelques orientations de recherche pour une histoire des communications.

1. Relations entre histoire et sociologie des mass média

S'il y a un domaine où les relations d'échanges entre sociologie et histoire sont quasi inexistantes, c'est bien celui des mass média. D'une part, la sociologie des mass média est avant tout une sociologie empirique dont les modèles théoriques, en raison de leur faiblesse (1), n'ont pu inspirer les historiens. D'autre part, si l'on excepte la presse écrite, les historiens ne se sont pas intéressés aux mass média au point d'en faire un objet spécifique d'étude (2).

Il est possible que l'origine récente de la radio et de la télévision (la télévision de Radio-Canada fête son 25^e anniversaire cette année alors que la Société Radio-Canada n'a pas encore cinquante ans) soit responsable du peu d'intérêt que les historiens ont accordé à ces média de masse. En ce sens, il n'y a pas lieu d'être surpris que les historiens aient accordé un peu plus d'attention à la radio qu'à la télévision (3).

De même, l'histoire des mass média n'est pas sans poser des problèmes particuliers aux chercheurs. A la différence de la culture savante, les productions de la culture de masse ne sont généralement pas conservées de sorte que les archives des stations de radio et de télévision sont souvent fort décevantes (4). Enfin, l'accès aux archives d'entreprises dites privées (dans bien des cas) ne va pas de soi surtout pour des périodes dont les acteurs principaux sont encore en place. L'entrevue et les méthodes sociologiques offrent plus de chance de succès et paraissent sans doute moins indiscretées.

A ces premières explications, d'autres s'imposent et risquent de cerner de plus près l'absence relative de l'histoire dans les recherches sur les mass média. Ainsi, parce que la publicité a été dès le départ le support des mass média, la recherche commanditée a été orientée vers l'étude des audiences (dont les cotes d'écoute sont la partie la plus connue) et des effets à court terme de sorte que l'étude des transformations à moyen et long terme furent ainsi négligées (5). La fonction politique des mass média et le rôle de l'opinion publique aux Etats-Unis ont amplifié cette tendance. On comprend ainsi pourquoi la sociologie et la psycho-sociologie dans leur version empirique ont monopolisé l'étude des mass média (6).

En somme, dans un domaine nouveau comme celui des mass média, les **conditions matérielles** de production de la recherche dite scientifique expliquent pourquoi l'apport de l'historien est demeuré jusqu'ici fort modeste et pourquoi aussi les études sociologiques réalisées dans ce domaine font preuve d'une faiblesse théorique évidente. Cette faiblesse théorique transparait dans les termes mêmes de mass média et de ses dérivés : communication de masse, culture de masse et société de masse.

2. Définition sociologique des mass média

Si le terme de mass média s'est imposé, ce n'est pas parce qu'il ne fut pas dénoncé pour son ambiguïté (7) mais bien parce qu'il appartient au langage populaire. A ce titre, il a

l'avantage de désigner clairement les média de masse que sont la télévision, la radio, les journaux, le cinéma, les bandes dessinées, les livres à fort tirage, etc. . . D'un point de vue épistémologique, ce concept est beaucoup moins limpide. Avant de le critiquer, nous allons le définir en nous inspirant de la sociologie américaine.

Dans une tentative de définition sociologique des mass média, Charles R. Wright écrit que "ce ne sont pas les composantes techniques des mass média qui les définissent mais bien le fait que la communication de masse soit une espèce particulière de **communication sociale** qui opère selon des conditions spécifiques parmi lesquelles on relève la nature de l'audience, l'expérience même de la communication et la nature du communicateur" (8). Les conditions spécifiques de cette "espèce particulière de communication sociale" que constituent les communications de masse, peuvent être regroupées autour de l'un ou de l'autre des trois éléments du modèle (9) de toute communication, soit l'émetteur (le communicateur), le message (la communication) et le récepteur (l'audience).

- la communication

De ce point de vue, la communication de masse est une communication **publique, rapide et transitoire**. Ces trois caractéristiques qui ne sont pas sans conséquences politiques, laissent entrevoir la dimension sociale des mass média.

Ainsi, parce que la communication de masse est **publique**, les mass média sont régis par des lois spécifiques et leur contenu est soumis à la surveillance publique. Le Conseil de la Radio-Télévision Canadienne (CRTC) avec ses quelques centaines d'employés et la **Federal communications Commission** (aux Etats-Unis) avec ses deux milliers de spécialistes montrent l'ampleur de ce contrôle (10). Chose certaine, aucun pouvoir politique ne néglige cette fonction. Enfin, cette première caractéristique de la communication de masse la distingue de la communication privée et de la communication personnelle.

La **rapidité** de la communication de masse est particulièrement évidente avec les média électroniques mais les journaux à grand tirage n'échappent pas à cette particularité. A cet égard, le journal comme média de masse date de la seconde moitié du siècle dernier (11). Vendu à un cent ("penny press"), le journal de masse supposait d'une part une accumulation technique (v.g. télégraphie, presse à vapeur, etc.) et d'autre part, un certain stade de développement du capitalisme (v.g. concentration dans les villes et besoin de publicité). A la différence des productions de la culture savante destinées à une élite (v.g. poésie classique), les productions de la culture de masse atteindront un vaste public en peu de temps.

Diffusées rapidement, les productions de la culture de masse devront être réalisées rapidement et, par voie de conséquence, standardisées (12). On entrevoit ainsi la force et la faiblesse de la communication de masse: d'une part, la rapidité de diffusion lui donne un pouvoir de mobilisation sociale jamais atteint, d'autre part, elle est contrainte à la simplification et parfois à la superficialité pour satisfaire aux exigences de cette même rapidité.

Le caractère **transitoire** de la communication de masse est lié étroitement au trait précédent. Les productions de la culture de masse sont faites pour être consommées. Il en est ainsi non seulement de l'information et de l'actualité mais aussi des émissions et des pages culturelles. Après avoir été lu, le journal est jeté à la poubelle alors qu'il est peu fréquent que le livre, par exemple, subsiste un tel sort. En fait, les produits de la culture de masse sont des produits industriels (13) dont la facture est peu personnalisée. La production de ces biens résulte d'ailleurs d'une division du travail assez poussée.

- le communicateur

Les biens symboliques à large diffusion qu'il s'agisse d'une émission de télévision, d'un film ou d'un journal ne sont jamais le fait d'un artisan ou d'un artiste isolé. Même lorsqu'il est au centre d'une émission, l'artiste ou l'animateur doit composer avec une équipe de spécialistes. A partir de son expérience à l'ORTF, Pierre Schaeffer a bien mis en lumière l'envers du décor (14). S'il est visible que l'auteur ou l'artiste n'atteint son public que par la médiation d'un éditeur ou d'un réalisateur, il faut ajouter que diverses médiations cachées se superposent à cette médiation manifeste.

Ainsi, les productions de la culture de masse sont façonnées plus ou moins inconsciemment par une organisation de type bureaucratique. Edward J. Epstein a bien montré comment la cueillette, la sélection et la présentation de l'information pouvaient être faites en fonction d'une telle organisation (15). Quoiqu'il en soit du déterminisme institutionnel, la communication de masse repose actuellement sur une organisation complexe, sur la participation de nombreux spécialistes et d'énormes moyens.

A titre indicatif, disons qu'en 1976 on retrouvait dans l'Est du Québec pas moins de 350 spécialistes en communication pour une population d'un peu plus de 300,000 personnes, soit un spécialiste par mille personnes. La puissance de ce nouveau "clergé" risque d'être d'autant plus forte qu'il est doué d'instruments modernes. Sans vouloir établir de comparaisons avec d'autres univers, précisons toutefois que les mass média de notre région ne produisent qu'une faible proportion de l'information et des biens symboliques à large diffusion que nous consommons quotidiennement. A toute fin pratique, nous sommes alimentés plus ou moins directement par une bonne partie des 6125 spécialistes québécois en communication puisque 75% d'entre eux travaillent dans la région de Montréal (16).

Toujours à titre indicatif, relevons que les crédits alloués à la Société Radio-Canada par le Parlement en 1976 s'élevaient à \$341,877,880. (les versements pour les émissions des jeux olympiques d'été 1976 n'étant pas inclus) (17). Les frais globaux d'exploitation pour ce même exercice atteignaient 394 millions de dollars. En 1977, ces frais devraient dépasser les 400 millions. Autres indications, le coût moyen par heure-émission du réseau était de \$19,747.00 en 1976 et de \$2,528.00 par heure d'antenne. Il est aussi intéressant de relever que le coût moyen par heure-émission au niveau local représentait alors 35% de celui des émissions de réseau alors que le coût moyen par heure d'antenne pour les émissions locales était le double de celui des émissions de réseau. Par ailleurs, ces chiffres ne se comparent que difficilement avec ceux de la télévision américaine. A cet égard, Charles W. Wright relève que le coût d'une émission pour enfants à la télévision américaine était estimé, en 1973, à \$125,000 pour une heure (18). Il faut toutefois ajouter que les revenus de la télévision américaine sont proportionnels: une minute de publicité pendant l'émission **Les Berger** ("full coverage": 6 stations) se vendait, l'année dernière, \$4,018.00 (19) alors qu'une même période de publicité sur le réseau américain pour l'émission "**All in the Family**" atteignait \$120,000.

Ces quelques chiffres montrent comment les mass média sont des entreprises de type industriel qui font appel à d'énormes moyens. On comprendra ainsi que ces entreprises aient été spontanément poussées vers la concentration (20) selon la logique même du capitalisme et ou du contrôle politique. Aux Etats-Unis, certaines de ces entreprises forment des conglomerats qui les place à la tête des plus grandes entreprises américaines. Parmi les 500 entreprises américaines les plus importantes (**Fortune** 1976), on retrouve **RCA** au 31^{ème} rang avec un chiffre d'affaire de 5.32 milliards, **CBS** au 102^{ème} rang avec 2.23 milliards, le **Time Inc.** au 217^{ème} rang avec 1.038 milliards, **The Washington Post Company** au 452^{ème} rang avec 375.7 millions (21). Au Canada, **Southam Press Ltd** avait en 1975 un chiffre d'affaires d'environ 260 millions suivi de **Thompson Newspaper Ltd** avec 200 millions et de **Maclean-Hunter Ltd** avec 155 millions. Au Québec, **Québecor Inc.** avait en 1975 des ventes de l'ordre de 60 millions alors que celles de **Télémetropole Inc.** étaient de l'ordre de 30 millions et celles de **Télé-Capitale Ltée** de 13 millions environ.

En fait, les mass média dans le monde occidental sont américains comme l'indique le titre d'un livre récent de Jeremy Tunstall: **The Media are american** (22). On ne peut étudier les mass média au Québec et dans ses diverses régions sans

tenir compte de ce cadre de référence. A une exception, les entreprises de communication dans l'Est du Québec sont des petites et des moyennes entreprises. Leur rôle est essentiel pour la vitalité culturelle et économique de la région mais leur contribution à ces divers niveaux apparaît mince au regard de la **consommation totale** des biens symboliques à large diffusion dans notre région.

- l'audience

Le troisième élément de notre modèle de communication, l'audience, permet de poser les conditions qui spécifient la communication de masse comme communication sociale. De ce point de vue, ce qui caractérise l'audience des mass média, c'est qu'elle constitue une masse. Mais, que faut-il entendre précisément par ce terme de masse?

Denis Mc Quail, un sociologue anglais, définit la masse comme "un **agrégat** d'individus unis par un point d'intérêt commun qui les engage dans un type de conduite identique et qui tend vers un même but; cependant les individus impliqués dans la masse sont **inconnus** les uns des autres, n'ont qu'une **part très limitée d'interaction**, n'orientent pas leurs actions les uns vers les autres et sont seulement **peu ou pas du tout socialisés**. Les conceptions de ces publics sont instables; puisqu'ils n'ont ni leadership, ni sentiment d'identité." (21) Autrement dit, l'audience des mass média peut être caractérisée comme une audience relativement **vaste, hétérogène** et largement **dispersée**.

S'il est assez évident que l'audience des mass média est **vaste**, il faut reconnaître qu'elle l'est relativement. A la télévision, elle peut atteindre plusieurs millions: dans la période du 12 janvier au 1^{er} février 1976, **Les Berger** ont été vus par 1,547,000 téléspectateurs (BBM) et, aux Etats-Unis, on estime que l'audience hebdomadaire totale pour la période de l'information atteint 200 millions de téléspectateurs pour les trois chaînes, soit 40 millions par soir. En revanche, un hebdomadaire régional appartient aux mass média même si le nombre de ses lecteurs ne dépasse pas deux mille lecteurs. "Nous considérons vaste, écrit Charles R. Wright, n'importe quelle audience exposée à une communication pendant une courte période et d'une dimension telle que le communicateur ne peut entrer en contact avec les membres de cette audience sur les bases d'un face à face." (22) Outre l'absence éventuelle de l'anonymat et de l'hétérogénéité, une foule de deux mille personnes écoutant un politicien ou un prédicateur ne présente pas, de ce point de vue, les mêmes caractéristiques que les deux mille lecteurs de l'hebdomadaire régional qui sont distribués en plusieurs points du territoire et qui ne partagent pas les mêmes convictions politiques et religieuses.

L'**hétérogénéité** est sans doute le trait le plus spécifique de la masse. En effet, la masse est d'abord et avant tout un agrégat d'individus différents par la fortune, l'éducation, l'âge, le sexe, l'origine sociale, la localisation, etc. En ce sens, la masse est à l'opposé de la communauté et même de toute forme de société puisqu'elle n'est pas structurée et qu'elle ne possède pas de leadership bien identifié.

Les média communautaires se distinguent ainsi nettement des mass média: Radio JAL s'adresse à une population somme toute assez homogène et poursuit un objectif spécifique. De même, une opération à coeur ouvert télédiffusée à un groupe de scientifiques s'adresse à un groupe homogène et relève plus de la culture savante que de la culture de masse. Pour intéresser un vaste auditoire (et donc un auditoire hétérogène), une telle émission exigera la présence d'un animateur qui vulgarisera en quelque sorte les gestes et les termes scientifiques.

Le dernier trait distinctif de l'audience des mass média est la **dispersion de ses membres** dans l'espace. Cela implique que ceux-ci ne se connaissent pas et que leurs réactions sont généralement plus amorphes que celles d'une foule dans la mesure où les membres de cette dernière sont en relation directe entre eux. Les membres de l'audience des mass média ne sont toutefois pas socialement isolés comme en témoigne la réception de la TV en famille.

Les trois qualificatifs de l'audience des mass-média — vaste, hétérogène et dispersée — permettent de comprendre que les composantes techniques des communications ne suffisent pas à spécifier les mass média. Ainsi, la télégraphie, le téléphone, la télévision en circuit fermé sont autant de techniques modernes qui n'appartiennent pas aux mass média, parce qu'elles ne mettent en communication que des individus ou des groupes restreints et non une masse. En revanche, la

“hot line” appartient bel et bien à l'univers des mass média puisque l'audience est alors vaste, hétérogène et dispersée.

Cette troisième définition des mass média — définition par l'audience —, nous fournit l'occasion d'adopter un point de vue critique. On constatera en premier lieu que si les mass média peuvent être définis par l'un ou l'autre des pôles du modèle de communication (soit l'émetteur, le message et le récepteur), la sociologie a eu tendance jusqu'ici à privilégier l'audience (le récepteur, en l'occurrence la masse) comme élément définisseur. Or ce choix n'est pas sans soulever de nombreuses questions tant d'un point de vue théorique que pratique.

D'un point de vue théorique, le terme mass média est lié étroitement aux concepts culture de masse et société de masse. Or, ces concepts laissent supposer d'une part que les différences culturelles se résorberont dans une culture dite de masse et, d'autre part, que les inégalités sociales disparaîtront au profit d'une société de masse. Il s'agit d'un objectif louable mais, après soixante-et-quinze années de journalisme de masse, cinquante de radio et vingt-cinq de télévision, qui oserait prétendre que ces instruments de communication nivelleront les différences sociales et culturelles? Dans cette perspective, le concept de masse se révèle anti-sociologique parce que, par définition, il fait abstraction des structures sociales.

D'un point de vue pratique, l'ère des mass média semble toucher à sa fin. Nous allons vraisemblablement **vers un fractionnement de plus en plus poussé des auditoires**. Ceux-ci deviendront ainsi de plus en plus homogènes parce que les média de communication tendront à satisfaire des **goûts spécifiques** (et non généraux). Le terme “**self-média**”, popularisé par Jean Cloutier (23), traduit quelque peu ce changement de perspective. De plus, des changements comme la câblodistribution (24) et, bientôt, la télévision payante nous poussent dans cette direction. Si ces tendances s'avèrent durables, les mass média n'auront été qu'une courte période de l'histoire des communications.

Conclusion

A choisir entre une histoire des mass média et une histoire des communications, nous opterions pour cette dernière puisqu'elle inclurait la téléphonie, la télégraphie, etc. Quoi qu'il en soit, une histoire des communications peut être faite à partir de l'un ou l'autre des trois pôles du modèle de toute communication: l'émetteur, le message et le récepteur.

1- **L'étude du récepteur** pourrait mettre en lumière à la fois la rétro-action (le **feedback**) des diverses classes de la population et l'évolution des conditions de réception des divers messages. Écoutée le soir en groupe, puis en famille, la radio est aujourd'hui un média de plus en plus individualisé. Avec le câble et la multiplication des appareils, les conditions de réception de la télévision évoluent actuellement en ce sens. Il faudrait également étudier la diffusion des appareils récepteurs selon les diverses couches de la population et les divers points du territoire. Dans ce contexte, les effets à moyen et long terme des mass média pourraient être étudiés avec plus de circonspection.

2- **L'étude du message** ne prend tout son sens que si l'on y joint l'étude des conditions de production de ce message. Quoiqu'il en soit, des analyses de contenu des journaux (25) et des émissions régionales peuvent mettre en lumière l'évolution des mentalités et de la conscience régionale avec ses contradictions. Au niveau de la radio, il faudrait **rapidement** réaliser un inventaire des radio-romans produits dans la région et, au besoin collectionner les vestiges. Cette recherche pourrait être menée en collaboration avec les littéraires qui s'intéressent à la para-littérature.

3- **L'étude de l'émetteur** a toujours été négligée comme nous l'avons indiqué précédemment. En premier lieu, des **monographies historiques** sur chacune des entreprises de communication de la région combleraient un vide évident. Comme les archives sont souvent peu loquaces sur les conditions d'implantation, il faudrait faire appel à l'histoire orale. Cette tâche est d'autant plus urgente que certains pionniers sont déjà disparus. On pourrait escompter une collaboration avec la sociologie.

Par ailleurs, ces études de cas devraient dépasser l'histoire de famille pour s'inspirer d'une **problématique du développement des communications dans une région périphérique**. On sait que, dans les grands centres (New York, Londres, etc), le développement des communications fut en un sens la

suite logique (pour ne pas dire la conséquence) d'un développement économique de type industriel (26). Qu'en est-il dans les régions périphériques? Nous avancerions l'hypothèse que, dans les régions sous-développées, le développement des communications procède d'une **logique inverse**: au lieu d'être la conséquence d'un développement économique, le développement des communications serait apparu aux entrepreneurs de nos régions (voir Jules Brilliant et Irving au Nouveau-Brunswick) comme un préalable au développement économique et industriel. Dans ce contexte, l'histoire des communications ne saurait être séparée de l'histoire économique.

Benoît Lévesque, Sociologue
Université du Québec à Rimouski

1. Lyne ROSS. "Mass media: quelques problèmes de recherche". **Recherches sociographiques**, XII, no 1 (1971), pp. 7-15. Voir également Benoit LEVESQUE. **Les entreprises de mass média et leur personnel**. Rimouski, Cahiers du GRIDEQ, 1977, tome I (chap. I), pp. 10 sq. (à paraître).
2. Le nombre d'études historiques est assez réduit. Voir Hélène CANTIN. **Bibliographie. Etudes canadiennes sur les mass média**. Ottawa, CRTC, 1974, 100 p.
3. Voir entre autres Elizéar LAVOIE. "L'évolution de la radio au Canada français avant 1940" **Recherches sociographiques**. 12 (1971): 17-49. Voir aussi IECA. **La radiodiffusion au Canada, depuis ses origines jusqu'à nos jours**. Montréal, Cahiers de l'ICEA, 1963, cahiers 16-17.
4. Ainsi, les difficultés rencontrées par Pierre Pagé à réaliser son répertoire le montrent bien. Pierre PAGE. **Répertoire des oeuvres de la littérature radiophonique québécoise, 1930-1940**. Montréal, Fides, 1975, 827 p.
5. Paul LAZARSFELD. "Tendances actuelles de la sociologie des communications et comportement du public de Radio-Télévision américaine". **Cahiers d'études de Radio-Télévision**. No 23 (sept. 1959), pp. 243-256. Pour des indications plus récentes sur la recherche, voir W. Phillips DAVISON and Frederick T.C. YU. **Mass Communication Research. Major Issues and Future Direction**. New York, Praeger Publishers, 1974, 247 p.
6. D'autres disciplines comme la géographie ne font que commencer à s'intéresser aux mass média. Gilbert MAISTRE. **Géographie des mass média**. Montréal, P.U.Q., 1976. 167 p. Cet ouvrage montre bien comment la géographie pourrait contribuer à une meilleure connaissance des mass média.
7. Pierre BOURDIEU. "Sociologie des mythologies et mythologie des sociologues" dans **Les Temps modernes**. No 21 (déc. 1963), pp. 998-1021.
8. Charles R. WRIGHT. **Mass Communication. A Sociological Perspective**. New York, Random House, 1975 (Second Edition), p. 5.
9. Ce modèle présenté par Wilbur Schramm et par C.E. Shannon n'est pas tellement éloigné du schéma classique de Lasswell: Qui (émetteur)? dit quoi (message)? à qui (récepteur)? par quel canal? avec quel effet? Harold D. LASSWELL. "Structure et fonction de la communication dans la société" dans F. BALLE et J.-G. PADIOLEAU. **Sociologie de l'information. Texte fondamentaux**. Paris, Larousse, 1973, pp. 31-41 (L'article de Lasswell est paru pour la première fois en 1948). Voir aussi W. WEAVER et C.E. SHANNON. **Théorie mathématique de la communication**. Paris, C.E.P.L., 1975 (1ère édition américaine en 1949) pp. 35 et sq. Aussi Wilbur SCHRAMM (Ed) **The Process and Effects of Mass Communication Urbana**, University of Illinois Press (8e éd.), 1970, p. 6.
10. Jean MEYNAUD. **La télévision américaine et l'information sur la politique**. Montréal. Nouvelle Frontière, 1971. pp. 79 sq.
11. Il se généralise aux Etats-Unis entre 1870 et 1890 et au Canada entre 1890 et 1910. Notons au passage que **The Montreal Star** fut fondé en 1869 et **La Presse** en 1884. Ces journaux se distinguent rapidement des journaux à opinion (v.g. **Le Canadien**) non seulement par leur contenu mais aussi par leur prix (journal à un cent rendu possible par l'usage de la publicité) et leur auditoire (la masse). A ce sujet, les indications sur le tirage sont précieuses. Voir André BEAULIEU et Jean HAMELIN. **La presse québécoise des origines à nos jours**. Québec. P.U.L., 1973, 268 p.
12. Voir à ce sujet Edgar MORIN. **L'Esprit du temps**. Paris, Grasset, 1962, 283 p.
13. A propos des mass média, Edgar Morin parle d'une seconde industrialisation ("industrialisation des esprits") et d'une seconde colonisation (colonisation de l'âme).
14. Pierre SCHAEFFER. **Machines à communiquer**. Paris, Seuil, 1970, tome I, pp. 62 sq.
15. Edward Jay EPSTEIN. **News From Nowhere**. New York, Vintage Books, 1974, 321 p. A cet égard, le titre de l'article de W. GIEBER est fort significatif: "News is what newsmen make it" in L.A. DEXTER and D. M. WHITE, Eds. **People Society and Mass Communication**. Free Press of Glencoe, 1964, pp. 173-181.
16. Ces chiffres sont de 1972. SORECOM. **Besoins en spécialistes des communications**. Montréal, 1974, 3 volumes. Le problème de domination du centre ne s'arrête pas à Montréal, puisque les mass média de la métropole sont eux-mêmes dominés.
17. SOCIETE RADIO-CANADA. **Rapport annuel, 1975-1976**. Ottawa, 1976, pp. 32 sq.
18. Charles R. WRIGHT. **Op. cit.**, p. 7 et note 3.
19. Canadian Advertising Rates & Data. March 1976, p. 365.
20. C'est ce qu'a montré le rapport Davey. Keith DAVEY. **Les mass media**. Ottawa, Rapport du Comité spécial du Sénat sur les moyens de communications de masse, 1971, volume I.
21. Voir à ce sujet l'excellent article de Kevin PHILIPS. "Busting the Media". **Harper's**. Juillet 1977, pp. 23-35.
22. Jeremy TUNSTALL. **The Media are American. Anglo-American Media in the World**. New York, Columbia University Press, 1977.
23. Denis McQUAIL. **Towards a Sociology of Mass Communications**. New York, MacMillan, 1969 cité par Jean CAZANEUVE. **La société de l'ubiquité. Communication et diffusion**. Paris, Denoël, 1972, p. 42
24. Charles R. WRIGHT. **Ibidem**.
25. Jean CLOUTIER. **La communication audio-scripto-visuelle à l'heure des self-média ou l'ère d'Emerec**. Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 1973, 253 p.
26. Avec Hugues DIONNE et une équipe dont Rita DIONNE est la coordonnatrice, nous menons une recherche sur la câblodistribution dans l'Est du Québec. Cette recherche est subventionnée par le Ministère de l'Éducation dans le cadre de l'action concertée.
27. Dans une perspective historique, relevons la thèse de Charles TREBAOL. **Le Progrès du Golfe et la réalité internationale** (1904-1969). Sherbrooke, M.A. Département d'Histoire, 1976, 143 p. (dactylographiées).
28. Melvin L. DE FLEUR and Sandra BALL-ROKEACH. **Theories of Mass Communication**. New York, Davik McKay, 1975 (third edition), pp. 1-105.



M. Jean-Paul Légaré alors qu'il animait une émission à la télévision de CJBR Rimouski.

Entrevue avec M. Jean-Paul Légaré, ex-rédacteur en chef de l'Echo du Bas St-Laurent

Q.- M. Légaré, êtes-vous né à Rimouski et quelles études avez-vous faites pour devenir journaliste?

R.- Moi, je suis né à Rimouski. J'ai fait des études à l'extérieur comme tout le monde, dans les collèges à Lévis et à St-Hyacinthe en particulier. Je suis revenu à Rimouski en 1944. En arrivant à ce moment-là, je sentais le besoin de compléter des études dans un domaine où je n'étais pas allé. J'avais fait des études en pédagogie et je désirais faire un cours commercial ce que j'ai fait vers les années 42 à 44 ou quelque chose comme cela. C'était au Séminaire qui avait à ce moment-là sa section commerciale. Alors j'ai complété mon cours et puis, immédiatement après, je suis entré en journalisme en 1945, je pense.

Q.- Le journalisme comme vous dites, c'était du travail à ce moment-là?

R.- Ah! c'était du journalisme, oui. Quoique ce qui était amusant au commercial, on avait fondé un journal qui s'appelait "L'opinion des jeunes". C'était amusant parce que le cours classique avait pour sa part un journal étudiant "La vie écolière" et ne voyait pas d'un bon oeil que des gars considérés "très inférieurs" fasse la même chose qu'eux. Les gars du cours commercial, c'était négligeable. A l'époque ce cours était valable mais l'économie du Québec, tu sais, ce n'était pas ce qui était le plus recherché. De toute façon, on

avait fondé notre journal. Alors immédiatement après mes études il y eut à Rimouski le "Progrès" et "L'Echo". L'Echo appartenait à mon frère Gérard Légaré. A ce moment-là, je suis entré naturellement avec lui. Il m'a invité à faire du journalisme et j'ai commencé comme cela.

Q.- M. Légaré avait déjà quelques collaborateurs à ce moment-là?

R.- Il y avait seulement une femme, excellente journaliste d'ailleurs, qui s'appelait Mademoiselle Bouillon. Elle ne signait pas mais elle était une vraie journaliste d'actualité. Elle était extraordinaire, tu sais... Comment s'appelait-elle donc? ...Rosane, je pense... Bouillon. Rosane Boulanger!

Q.- Vit-elle encore cette Mademoiselle Boulanger?

R.- Ah! oui, elle est à Sainte-Foy. Elle était une excellente journaliste. Si elle entendait dire par exemple, qu'un train avait déraillé, une demi-heure après la nouvelle était faite par téléphone. C'était fantastique. Alors on était trois. Mon frère faisait le journal. J'ai commencé tranquillement comme cela.

Q.- Votre frère était en quelque sorte le directeur, le rédacteur en chef?

R.- Il était le propriétaire. C'était une compagnie mais il avait le contrôle, il était propriétaire à ce moment-là.

Q.- Mais il n'y avait pas de personne attirée à la rédaction?

R.- Ah! non, quand je suis arrivé, je pense qu'il était seul avec Mademoiselle Boulanger. Il faut dire à ce moment-là que "L'Echo" publiait si j'ai bonne mémoire huit ou douze pages. Parce que pendant la guerre, il y eut ration du papier et un journal comme "L'Echo", un hebdo, n'avait pas le droit de faire plus de huit pages. Immédiatement après la guerre, je me souviens lorsque je suis arrivé, on est monté à douze pages, seize pages. . . et un jour, à Noël, on a réussi à faire vingt-quatre pages. C'était un tour de force. On a dit au typographe: "Si tu réussis à faire vingt-quatre pages, on te donne un supplément." . . . C'était un tour de force. Aujourd'hui, évidemment, c'est soixante ou quatre-vingt pages. On était restreint à ce moment-là. Mon frère réussissait à faire facilement le journal seul durant la guerre. D'ailleurs c'était un excellent journaliste. Il avait le sens du journalisme. Il a fait la "Presse canadienne" auquel il a collaboré. Lui pourrait vous raconter des événements typiques. Moi, je n'en ai pas. Tu sais transmettre des photos par téléphone, par exemple, ou prendre une photo qui arrivait par avion. A ce moment-là, la poste canadienne arrivait par avion. Elle parvenait par bateau jusqu'à Pointe-au-Père et là un avion amenait le courrier jusqu'à Montréal. Il a fait des choses exceptionnelles à ce moment-là pour l'époque. En tout cas, il réussissait bien sûr à faire un journal de douze pages. Il avait une imprimerie avec cela. Il était propriétaire de l'Imprimerie générale. Alors quand je suis arrivé, la guerre finie, il n'y avait plus de ration de papier. Cela nous permettait de développer un peu le journal.

Q.- Comment se faisait le journal? Quelles étaient vos tâches à ce moment-là?

R.- Ah! on faisait de tout. Comme aujourd'hui je pense bien. Moi, j'ai vendu de la publicité pendant un an tout en faisant de l'information, du journalisme. On faisait de l'éditorial, on faisait tout.

Q.- Que voulait dire suivre un peu toute l'actualité?

R.- Ah! bien sûr. Cela voulait dire sept jours et sept soirs par semaine. Les jeunes ne comprennent pas cela aujourd'hui. Il y a encore des hebdo qui le font. Il faut aimer cela. Par exemple le lundi soir c'était le conseil municipal, il fallait être là. Il y avait beaucoup de congrès régionaux ou provinciaux. Le samedi et le dimanche il fallait y être. Alors même si on allait au conseil de ville le lundi soir on finissait le journal le lendemain ou le mercredi, il fallait faire vite; faire nos nouvelles rapidement, faire la mise en page. . . il fallait tout faire, tout couvrir l'actualité. Il fallait être partout.

Q.- Mais vous en quelle année avez-vous commencé exactement?

R.- Ah! Il faudrait que je revoie. . . Je pense que c'était en 1945. . . A l'été 45, immédiatement après le cours commercial.

Q.- Vous avez connu beaucoup de propriétaires tout au long de votre carrière?

R.- Non. . . bien. . . c'est-à-dire oui et non. Quand



Jean-Paul Légaré en compagnie du ministre des Richesses naturelles de l'époque, Daniel Johnson.

je suis arrivé, j'étais avec mon frère. Si je me souviens bien, c'était vers 1963 qu'il a fait de la politique. Il a été élu à la Chambre des Communes pour le comté de Rimouski. A ce moment-là, comme il était à Ottawa la plupart du temps, moi, j'ai continué le journal et une partie de l'imprimerie, un peu comme administrateur, pour faire l'essentiel. Alors je pense qu'il a été député (j'ai pas trop de mémoire là-dessus) peut-être trois ou quatre ans. Quand il est revenu il a travaillé un peu. Je pense que c'était. . . en quelle année. . . 66 que l'entreprise a été vendue à M. Brillant. Le journal. . . à Jacques ou à la famille Brillant. Le père et Jacques en tout cas. Alors je suis resté, comme je l'étais depuis quelques années, directeur en fait et presque seul. Je suis resté directeur du journal jusqu'en 69.

Q.- Vous dites que vous étiez un peu le directeur mais est-ce qu'il s'est ajouté du personnel, tranquillement?

R.- Occasionnellement. Pendant très, très longtemps on a fait le journal à deux. Il y avait seulement. . . On a engagé un journaliste qui faisait ce qui était très à la mode à ce moment-là, les courriers de paroisse. Chaque paroisse avait son courrier. Il y avait des choses légères et des choses intéressantes: des mariages, les baptêmes de paroisse, les "va et vient". . . C'était amusant dans le temps. . . M. Untel est allé à telle place. C'était réellement un album de famille à ce moment-là. Je ne me souviens pas vers quelle année on est devenu trois. Alors il est passé plusieurs journalistes. Damien Gagnon, Rivard qui étaient au "Soleil", Louis Pineau. . . Il en est passé plusieurs comme cela. On avait un jeune homme, un journaliste qui faisait des reportages et un journaliste au bureau. Mais on le faisait en fait.

Q.- Quelles étaient vos relations avec l'autre hebdomadaire de la ville?

R.- Jusqu'en 69 on était en concurrence directe, c'est bien sûr. C'était deux propriétaires différents. C'était une période intéressante. Je dirais qu'on était en concurrence mais on se complétait aussi. Lisette Morin qui a été au "Progrès" pendant longtemps était plus littéraire, plus intellectuelle. Elle s'intéressait davantage à l'Art de même que madame Gauthier. Au "Progrès" on donnait une importance plus générale et moi, par goût, surtout à partir de 56, l'année du Conseil économique, j'ai pris le goût à l'économie avec le Conseil d'orientation. Dans le journal, j'ai mis l'accent sur ce domaine. . . Je pense qu'on se complétait. . . On s'engueulait parfois, on avait des polémiques. Moi, je trouvais que c'était passionnant à ce moment-là. Je pense que Lisette Morin peut dire la même chose. Ce qui est amusant, même à partir de 66, quand M. Brillant a acheté, on est resté en concurrence et c'était un peu exceptionnel. On avait deux journaux qui avaient le même propriétaire. La comptabilité était même faite au bureau. Moi, je voulais qu'on reste en concurrence. Dans mon esprit, je me disais: "Cela va être plus intéressant pour le lecteur." Alors on restait en réelle concurrence, une concurrence très dure. C'était le même propriétaire, la même imprimerie, "Chez Blais". Je trouvais cela bien intéressant. Je me rappelle. . . on volait des nouvelles. Par exemple, quand ils ont sorti un dossier sur l'Université du Québec. On a réussi à l'avoir, nous, en même temps que la radio et la télévision. Je ne dirai pas comment, parce que je ne veux pas dévoiler des sources, même si cela fait longtemps. Lisette Morin, en particulier, n'y croyait pas à l'Université du Québec. Elle l'a écrit d'ailleurs vers 67-68. A son avis cela ne devait pas se produire avant dix ans, ce qui veut dire qu'elle n'aurait commencé à fonctionner que cette année. Moi j'y croyais. J'étais optimiste. Je faisais un journalisme, on pourrait en reparler, un journalisme engagé et tout en étant engagé dans les choses, je faisais de l'auto-critique. Je me disais qu'étant au coeur des problèmes, on pouvait mieux les connaître et se réserver de faire de la critique dans le journal, s'autocritiquer. . . On avait eu ce

document-là, on était heureux. On a sorti notre nouvelle avant le "Progrès". C'était la lutte pour l'information. Je pense que c'était mieux comme cela. Si les journaux s'étaient servis de la même information, ils auraient été semblables.

Q.- On aurait perdu de l'intérêt?

R.- Oui, on luttait à qui sortirait le premier pour arriver aux dépôts, chez les camelots. Une lutte pour les annonces, etc. C'était une concurrence réelle. Moi, j'aimais mieux cela.

Q.- Qui était Paul Le Breton?

R.- C'était moi, Paul Le Breton. Il y avait des gens qui demandaient pour le voir et il n'était jamais là. Non, moi j'avais l'impression à ce moment-là, qu'étant jeune je ne pouvais pas signer. Cela n'avait pas de valeur en fait. Parce qu'un jeune homme qui exprime des opinions sur n'importe quoi, même l'éditorial par exemple, (ah! on a dit: "Il n'a pas la compétence."), alors je me disais qu'il valait mieux signer par un pseudonyme. C'est ce qui est écrit qui prend de la valeur, le nom a peu d'importance à ce moment-là. J'ai signé encore sous un autre pseudonyme qui était Christian Desroches, pour tout ce qui concerne les arts, la critique artistique.

Q.- On parlait tout à l'heure du journalisme que vous avez pratiqué, pouvez-vous développer votre idée, peut-être que cela a orienté votre journal?

R.- Moi, je considérais qu'un journal, Lisette Morin, aussi, dans un milieu en particulier, le milieu du Bas St-Laurent, surtout à partir de 1956 alors qu'on a découvert qu'il était sous-développé, devait être la conscience d'une région et ne pouvait être uniquement un centre d'information. On devait s'engager dans les problèmes économiques, épouser ces problèmes-là et défendre la population, être son porte-parole. On pouvait avoir des témoignages. J'en ai eu personnellement, de gens de l'extérieur de la région du Bas St-Laurent, de toutes sortes de milieux. Ils nous disaient: "Vous êtes la conscience de votre région". Cela me paraissait important. Je ne porterai pas de jugement sur la situation actuelle mais j'ai l'impression que cela a diminué. Etant engagé en particulier dans le domaine des arts et des lettres jusqu'en 56, j'ai fondé les Compagnons des Arts et des Lettres en 46. On s'amusait, on était plus jeune. Mais à partir de 56, l'économie m'a beaucoup préoccupé. J'avais l'impression de servir la région. Evidemment durant toute la période du B.A.E.Q., les gens étaient plus sensibilisés. Il y avait une participation considérable. Peut-être qu'on en donnait trop même de l'information là-dessus. Il y avait un danger de lasser les gens à la longue. Cela ne plait pas à tout le monde dans un hebdo d'avoir trop d'informations économiques parce que les gens veulent de la variété. Moi, j'avais le sentiment qu'il fallait s'engager, épouser les problèmes d'une région sous-développée.

Q - Comme journaliste, vous avez peut-être perçu quel était le sentiment de la population en général face aux journalistes? Comment voyait-on les journalistes à cette époque-là? Est-ce que c'étaient des "fatiguants" ou des gens qui aidaient?

R - On n'était pas critiqué. On n'était pas destruc-

tif, on était constructif. Alors je pense que les gens sentaient qu'on travaillait avec eux, qu'on voulait bâtir la région ou la ville de Rimouski. De façon générale, je pense que les gens nous suivaient. On était un leader en tout cas. Evidemment comme je le disais, tantôt dans le milieu rural, on voulait une nouvelle plus légère mais c'était difficile de faire un compromis entre les deux.

Q.- Est-ce que vous notez une différence entre ce que souhaitait le milieu rural et ce que souhaitait le milieu urbain?

R.- A ce moment-là, je pense que oui. Je pense que le milieu rural était moins éveillé. Il voulait une information avec plus d'actualités, plus de sensationnel. Cela a évolué rapidement, surtout à partir de 1956, je pense.

Q.- Quelles étaient vos relations avec les propriétaires? Avec votre frère, cela allait, il n'y avait pas de problèmes, mais quand M. Brillant est arrivé?

R.- Cela a bien été. Il n'intervenait pas. Il y a des choses qu'on sentait. Moi j'avais l'impression que lui, étant propriétaire d'un réseau d'entreprises (qui étaient la télévision, l'électricité, le téléphone en particulier) je pense que cela aurait été malhabile, pour nous, de critiquer trop ouvertement celles-ci. Mais cela on le sentait. Par exemple si on avait fait une vive critique des conditions de salaire ou des conditions de travail à Québec-Téléphone, j'ai l'impression qu'il serait intervenu. Il aurait dit: "Eille! les petits gars, ménagez-vous là. C'est à moi ça, le journal et Québec-Téléphone." On avait peut-être peur d'avoir peur, par ailleurs. Tu sais on avait des limites instinctives. On se disait, pour moi en tout cas, les entreprises Brillant on n'y touche pas. On traitait de tout le reste et en particulier du développement économique. M. Brillant n'a pas été heureux du travail du Conseil économique et du travail du B.A.E.Q. Parce que j'ai réalisé moi que M. Brillant était un bâtisseur de Rimouski. Tu sais c'était son château fort. Il habitait là et voulait en faire une métropole. Il voulait en faire une ville prospère, sans que ce soit négatif. Ses entreprises régionales l'aidaient dans ce sens-là. Elles drainaient des capitaux et l'économie vers Rimouski et lui permettaient de grossir. On peut prendre un fait en particulier. Quand le Conseil économique, par compromis, par diplomatie, favorisait trois ports de mer: Rivière-du-Loup, Rimouski, Matane, M. Brillant n'a pas aimé cela. Bien sûr, pour lui cela n'était pas possible d'avoir un port puis un traversier exploitant ailleurs qu'à Rimouski. Alors il n'aimait pas le Conseil économique. Il lui a coupé les vivres (parce qu'il lui donnait une subvention). Quand est arrivé le B.A.E.Q., c'était pour une autre raison, il n'a pas été assez consulté. Je ne dis pas qu'il n'a pas été consulté mais à mon point de vue, cela a été une erreur de tactique de la part du B.A.E.Q. de ne pas tenir compte suffisamment de ceux qui font l'économie. Parce que ceux qui font l'économie ce sont eux qui investissent ces capitaux. Ce n'est pas le gouvernement. A mon avis, on pourrait en reparler, le plan était trop gouvernemental. Alors M. Brillant comme il n'était pas assez impliqué et était trop ignoré par le plan de développement. Il n'aimait pas beaucoup cela. Mais il n'est pas intervenu. On

avait beaucoup de liberté. Lisette Morin faisait le "Progrès" à son goût. . . Sauf pour une petite période dans le temps, je ne sais pas vers 58, 60, il n'aimait pas beaucoup le Conseil économique. On donnait une information objective mais il y a eu une influence à mon point de vue uniquement dans ce cas-là. Pour le reste, on faisait le journal à notre goût. C'était un journal d'information.

Q.- Quels sont vos meilleurs souvenirs comme rédacteur?

R.- Ah! c'est curieux ça. Cela ne me touche pas, même les plus mauvais, cela ne me touche pas non plus.

Q.- En ce qui a trait à la division du travail, il y avait comme une petite guerre entre le "Progrès" et "L'Echo" auprès des abonnés. Est-ce que vous pouvez nous en parler. Elle s'est manifestée à plusieurs reprises cette petite guerre-là?

R.- Ah. bien sûr, c'était important d'avoir le plus gros tirage afin d'avoir la publicité et les lecteurs. Pendant longtemps, le "Progrès" avait un plus fort tirage. Je m'étais promis de les battre. On y est presque parvenu dans les dernières années 67, 68, 69. C'est là que c'était amusant. On avait le même propriétaire et on était en concurrence très forte sur tous les plans: la publicité, le tirage. On se disait que si on a le tirage on va avoir les annonceurs. Par exemple, à un moment donné, on avait toute l'épicerie, c'est une information que la ménagère désire. Jusqu'à l'achat du journal par Brillant, au moment où Brillant a acheté "L'Echo", la lutte était inégale, parce qu'il avait à la fois la radio et la télévision et il s'en servait pour annoncer le "Progrès". Nous, on était très défavorisé par rapport à celui-ci. On avait pas les moyens qu'il avait et qu'il utilisait. Au moment où il a acheté "L'Echo", ce relent-là de concurrence n'est pas disparu. Il se servait encore davantage de ses outils pour promouvoir le "Progrès". A l'intérieur des entreprises Brillant, je parle des communications radio, télévision et journal, "L'Echo" est arrivé comme un intrus au moment de son achat. On a été accepté, on a été toléré mais cela a pris du temps avant qu'on entre dans la famille des entreprises. On continuait à favoriser le "Progrès" et malgré cela on était pas mal au même niveau. Je ne me souviens pas même, si on n'avait pas dépassé le "Progrès" au plan du tirage vers 1968-69. On était à la hausse constamment. C'était piquant, c'était intéressant d'essayer de faire un meilleur journal. Lorsqu'il se vend c'est parce qu'il est bon. S'il n'est pas bon, les gens ne l'achètent pas.

1) Cette entrevue a été réalisée par M. Antonio Lechasseur le 26 août 1977 à Québec. Pour conserver l'authenticité de l'entrevue, nous avons jugé bon de transcrire, le plus intégralement possible les paroles de M. Légaré.

**Noëlla Jean-Bouchard
Jacques et Ghislaine Ouellet**

CKBL: Une station régionale (1948-1972)

“Hommage à George Guy Chrétien qui a su comprendre que l'événement de chaque jour constitue la véritable histoire et qui a retenu dans un livre de bord ce que la mémoire des hommes a graduellement oublié.”

“A toute la population de Matane et des environs, aussi loin que l'on puisse nous entendre, la direction et le personnel de CKBL souhaitent une journée radieuse en ce jour historique.”

Ce souhait devait être entendu par des milliers de gens rivés à leur appareil de radio acheté en prévision du grand jour. Nous sommes le premier septembre 1948. La station CKBL de Matane entre en ondes avec une puissance de 1,000 watts, 1250 kilocycles. Le personnel compte 19 employés, ce qui représente une bonne équipe pour l'époque.

Le travail acharné de deux pionniers de la radio à Matane se concrétise. Ces deux hommes, Roger Bergeron, président, et René Lapointe, vice-président, conjuguent leurs efforts depuis 1946 pour doter la région de Matane de sa station radiophonique. Le 5 octobre 1946 la Compagnie de Radiodiffusion de Matane Limitée est incorporée. Débutent alors un nombre incalculable de démarches pour aboutir à la réalité du premier septembre 1948. Le 15 janvier de cette année, le ministère des Transports émet un permis d'exploitation de station privée de radio à la Compagnie. La station s'appellera CKBL, les deux premières lettres d'appel étant déterminées par le ministère, les deux autres identifiant les propriétaires Bergeron-Lapointe.

En mai 1948 s'amorce la construction de l'émetteur, une bâtisse de 24 par 30 pieds à Poncheville, en banlieue de Matane, maintenant connue sous le nom de Matane-Est. Vient ensuite l'aménagement des studios au 144 Avenue St-Jérôme à Matane. L'organisation technique de la nouvelle station est confiée à l'ingénieur Paul DuBerger.

Marcel Houle détermine la programmation

CKBL diffuse depuis le premier septembre 1948 et compte déjà dans ses rangs un annonceur qui jouera un rôle de premier plan dans le contenu et l'orientation de la programmation de la jeune station. Il s'agit de Marcel Houle. Ce dernier devait quitter la station dans les années '50. Il aura été l'auteur de trois romans-fleuves qui ont remporté un très fort succès. Qui ne se rappelle pas, gens de l'époque, de “L'Epave” et de “La Marjolaine” qui ont retenu l'attention d'un auditoire attentif. Marcel Houle devait quitter Matane et devenir durant plusieurs années directeur-gérant de la station CJMT à Chicoutimi. Par la suite, il poursuit sa carrière à CKVL, Verdun, où il écrit un troisième roman-fleuve, “Margot” qui connaît un excellent départ. C'est avec beaucoup de peine que l'on apprend son décès en avril 1961.

Ouverture officielle de CKBL

Le 11 novembre 1948, on procède à l'ouverture officielle de la station. Après deux mois et demi on peut se permettre de fêter l'événement car



Le regretté Marcel Houle, annonceur et auteur des romans-fleuves “L'EPAVE” et “LA MARJOLAINE”.

déjà plusieurs ont saisi le rôle social que pourra jouer la radio dans le milieu. Les dirigeants de la station ont d'ailleurs déjà reconnu ce rôle et se l'ont donné comme vocation. Le chanoine Victor Côté, un grand ami de la station, commence la journée par une messe qui est diffusée sur les ondes de CKBL. Durant la messe, un violoniste de grand talent, monsieur Gilles Lefèvre, alors président des Jeunesses musicales du Canada, interprète quelques pièces religieuses.

Dans l'après-midi, le chanoine procède à la bénédiction des studios de CKBL qui sont ouverts au grand public curieux de voir comment on parvient, par la magie des ondes, à pénétrer dans les foyers. Plus tard, c'est le traditionnel cocktail suivi d'un banquet qui regroupe plusieurs dignitaires. On entend alors les allocutions de Roger Bergeron, président, René Lapointe, vice-président, Philias Côté, député de Matapédia-Matane, Adrien Pouliot, gouverneur de Radio-Canada, le maire Jean-Charles Gagnon, les curés Victor Côté de la paroisse St-Jérôme et Zénon Soucy de la paroisse St-Rédempteur et finalement l'abbé Antoine Gagnon, bien connu à Matane.

La journée se termine par la diffusion en soirée du Drame de Mayerling, une mise en ondes de René Verne avec une pléiade d'artistes locaux.

La barque connaît des moments d'angoisse

Nous sommes en mai 1950. Après un an et demi d'exploitation, le déficit est de \$18,000. On craint pour la survie de l'entreprise. Le président Roger Bergeron, intéressé par une autre entreprise, décide de s'y consacrer entièrement et cède une partie de ses parts à son associé René Lapointe, qui s'empare ainsi de la présidence de la Compagnie. Roger Bergeron vend le reste de ses parts au frère de René Lapointe, Octave, qui devient vice-président. Commence alors ce que les employés appellent la dynastie des Lapointe.

On doit procéder à des restrictions budgétaires importantes pour sauver de la faillite la jeune entreprise. Malgré les coupures apportées aux coûts de production, la direction ne parvient pas à rétablir la situation. Elle se voit alors contrainte de réduire ses effectifs. Il faut comprendre ici que les revenus de la compagnie sont assurés par la vente de publicité. Même si l'entreprise a dix-huit mois d'existence, les marchands locaux n'ont pas encore pris conscience de la force de ce nouveau moyen de publicité. Il faut aussi comprendre que nous sommes encore dans l'après-guerre et que nous visons une série de changements sociaux qui ne seront rentables pour CKBL que quelques années plus tard. Malgré tout, la nouvelle administration parvient à rétablir un équilibre précaire entre les revenus et les dépenses. Cette situation aura eu comme effet secondaire de créer une forme de gestion qui demeurera en place durant toute l'histoire de CKBL, une forme de gestion que l'on peut qualifier de restrictive.

Les années '50, des années riches en production

1954, la puissance de CKBL passe de 1,000 à 5,000 watts. Les frères Lapointe avaient en 1952 ajouté à leur équipe un jeune ingénieur, Yvan Fortier, qui saura dans le futur permettre une évolution technique importante à la station. On peut même le citer comme étant celui qui a permis à CKBL de connaître une adaptation technique compatible aux développements techniques des communications.

Il demeure que les années '50 sont à juste titre considérées comme l'âge d'or des productions de CKBL. Durant cette période se sont associés des annonceurs de talent, des auteurs et des équipes techniques pour produire une série d'œuvres qui ont marqué l'histoire de la programmation de la station. En 1954, l'orchestre de CKBL est formé. En 1956, les auditeurs assistent le 20 janvier à la première d'un nouveau radio-roman, "Le Mauvais Partage" C'est un texte du scripteur François Côté. Les vedettes en sont Oliva Poitras, Armande Desrosiers, Laurent Jourdain, Guy Langelier, Luigi, Claude Guénette.

Le 23 janvier 1956, la station CKBL se voit décerner un Beaver Award pour une production locale, "La Marjolaine", entendue sur les ondes de 26 stations de langue française. C'était la première fois qu'une station radiophonique de langue française méritait un tel honneur.

Le 15 janvier 1957, CKBL met en ondes un radio-roman hebdomadaire dédié aux enfants "Les aventures de Georgius" Ce texte de Huguette Bujold raconte les aventures que connaît Georgius

qui rencontre les grands personnages de l'histoire. Il retiendra autour de l'appareil les enfants tous les samedis après-midi.

Les besoins grandissants d'espace et de locaux plus adéquats incitent la direction à déménager dans un édifice plus fonctionnel. Le 17 mai 1957, les employés quittent le 144 St-Jérôme et se transportent dans l'édifice de la rue St-Sacrement. Déjà, on songe à l'arrivée éventuelle de la télévision.



Armande Desrosiers, animatrice et interprète de plusieurs rôles des romans-fleuves.



"AU PETIT BONHEUR" une émission d'intérêt féminin avec les animateurs Louise Lebel et Jean-Marie Provost [1959-1960]

L'ère de la télévision

Depuis 1952, la radio connaît un assaut sans précédent de la part de l'évolution. Ce médium qui a contribué au développement social des Québécois d'une manière fantastique voit son auréole flétrie par l'arrivée de la télévision. Radio-Canada diffuse ses premières émissions dans les foyers de Montréal. La contagion se répand rapidement dans les grands centres. Les régions périphériques ne peuvent résister à l'assaut. Les Lapointe se mettent à la tâche. Le 19 août 1958, les téléspectateurs assistent à l'ouverture de CKBL-TV. Le 24 août, les portes sont ouvertes au public qui répond avec enthousiasme. Les visiteurs qui peuvent trouver une place dans le grand studio assistent à une émission en circuit fermé.

Le 7 novembre de la même année, c'est la première d'une émission de variétés dont la diseuse matanaise Lauren Jourdain est la vedette. Plus tôt dans la semaine, les émissions "Au vieux fenil" et "Bal dans ma rue" ont reçu leur baptême des ondes à CKBL-TV. L'année se termine avec la grève des réalisateurs de Radio-Canada.

Même si la télévision s'est emparée des énergies de l'équipe de CKBL, cette année-là aura permis la création d'un autre roman-fleuve à la radio. Il s'agit "Des grands espaces", un texte de Harvey Paradis, annonceur à Roberval. Les principaux rôles sont tenus par Armande Desrosiers, André Watters, Lauren Jourdain, Marcelle Carrier, Jean Berger, Luigi et Jean-Marie Provost.

1958 sera aussi l'année du président de la Compagnie, René Lapointe. Le 3 mai il est le récipiendaire du trophée Frigon pour avoir contribué au développement des talents locaux. Dans le même mois, il est élu président de l'Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française. Il voit ainsi souligné d'une façon particulière dix années de travail consacrées au développement de la radio et de la télévision dans la région de Matane et sur la jeune Côte-Nord.

Nous sommes en 1959. La grève des réalisateurs à la télévision de Radio-Canada prive CKBL-TV de revenus indispensables et provoque une brèche rouge importante dans le budget d'exploitation. Financièrement, la Compagnie n'a pas encore commencé à retirer des dividendes de l'arrivée de la télévision. On avait investi beaucoup. La direction doit remercier de leurs services une dizaine d'employés. La grève terminée, la vie reprend de plus belle. Du 3 au 9 mai 1959, la semaine de la radio pour tous les postes de langue française est organisée par CKBL. Les textes de Georges Guy sont lus par Jean Berger, Armande Desrosiers et Lauren Jourdain. Le 19 juin, la station présente une revue musicale de l'année. Les meilleurs talents locaux qui sont apparus devant la caméra du canal 9 depuis l'ouverture participent au gala d'une heure.

Le 12 octobre, la sixième et dernière saison du roman-fleuve "L'Epave" débute à la radio. Les mêmes personnages sont toujours attendus des auditeurs. Pit L'Heureux garde son franc-parler. En bon Samaritain, il défend les habitants de Pointeaux-biches contre les machinations de Monsieur Duval.

Le 31 décembre, Lauren Jourdain, speakerine à CKBL, est vedette de l'opérette de Roland D'Amour. Lors des auditions pour le rôle-titre, elle l'avait emporté sur plusieurs concurrents de grande valeur dont Colette Boky. Elle fait une remarquable création du rôle de Céline. Peu de temps après, elle en interprète un extrait à Music Hall.

De 1960 à 1972, l'âge de la maturité

Après 12 ans d'activité, la radio de CKBL a atteint sa maturité. Le travail est aussi devenu plus routinier. Et surtout, on subit le contre-coup de l'implantation de la télévision. Tout le monde se tourne vers le téléviseur qui a usurpé à la radio une foule de ses activités traditionnelles. On assiste à la fin des romans-fleuves qui cèdent devant le poids des téléromans. La compagnie de radio-diffusion de Matane inscrit aussi de lourdes pertes au niveau de ses annonceurs-vedettes. Jean Berger quitte la station une première fois en 1960. Il revient en 1961 mais repart en 1963 pour se porter candidat libéral dans Montmagny-L'Islet aux élections fédérales. Armande Desrosiers avait quitté en mars 1959 ainsi que Aline Gagné (le 26 novembre 1959). Marcel Houle ne fait plus partie de l'équipe depuis quelque temps. Luigi, un accordéoniste très apprécié du public part en 1962. On ne parvient plus à reconstruire une équipe dynamique comme celle des premiers temps.

Les structures financières de la Compagnie sont plus fortes. La direction peut se permettre des améliorations importantes. Yvan Fortier, ingénieur entré à CKBL en 1952, devient en 1961 directeur et secrétaire de la compagnie. Il assume de plus la direction technique.

La télévision est maintenant la principale préoccupation de l'administration. Elle n'a que deux ans mais déjà elle exige beaucoup. En 1961 l'antenne de CKBL-TV, jusque-là située à Petite-Matane, est transférée sur le mont Logan. Le 24 août, la route conduisant au sommet du mont est complétée. Le 12 octobre, CKBL-TV quitte les ondes. Presque sans arrêt, jusqu'au 5 novembre, les travaux du Mont Logan se poursuivent. La diffusion est plus puissante et porte les images à Sept-Iles, Port-Cartier, Baie-Comeau et Hauterive. En juin, on procède à l'érection d'un ré-émetteur au Mont Climont dans la Matapédia améliorant ainsi la diffusion dans cette région qui avait été la grande perdante du transfert de l'antenne maîtresse au mont Logan. Le 9 août, un autre ré-émetteur est installé à Manicouagan. Le 10 octobre 1963, la télévision entre dans les foyers de Murdochville grâce à la mise en place d'un ré-émetteur. En mars 1964, la puissance de la radio est portée de 5,000 à 10,000 watts.

Le 8 septembre 1965 le président de la compagnie, René Lapointe, se rend à Ottawa afin de plaider sa cause devant le Bureau des Gouverneurs de la Radiodiffusion. Depuis quelques mois des démarches sérieuses se poursuivent dans le but d'acheter les installations de CHAU-TV de Carleton. Il revient optimiste d'Ottawa. Finalement, le président de la compagnie décide d'abandonner ce projet qui aurait fait de la compagnie l'unique télédiffuseur de la péninsule et de la Côte-Nord. Ce geste est motivé par le risque financier que

représente la transaction. Entre-temps, le 27 septembre, un ré-émetteur à Grande-Vallée ouvre l'accès à la télévision à la population de cette zone isolée par la topographie. Avec l'implantation d'un satellite à Causapscal et un autre dans le Grand-Détour, l'infrastructure technique de CKBL est quasi complétée.

Le tournant s'opère

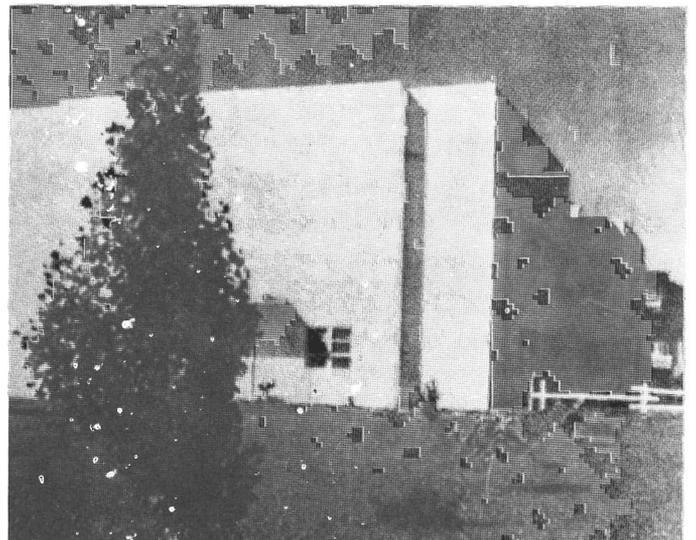
L'année 1971 sera marquée par deux événements déterminants. Le premier est l'accréditation d'un syndicat des employés représentés par NABET. Le 5 juillet, le projet de convention collective est présenté à la direction par le syndicat. Il va sans dire que les relations ouvrières sont tendues. Habitué qu'ils sont à des relations de travail particulières, les frères Lapointe acceptent mal l'arrivée du syndicat. Le président René Lapointe pour sa part est agressif. Il ne parvient pas à reconnaître le fait qu'après 23 ans d'administration, il doit définir un nouveau procédé de relations de travail. La tension est forte et un climat d'agressivité s'installe. Le 25 novembre 1971, les parties s'entendent sur un projet de convention collective digne d'être cité comme modèle à éviter pour des syndiqués désireux d'améliorer leur sort.

Autre fait déterminant pour CKBL: la Société Radio-Canada entreprend des démarches en vue de l'acquisition des installations de la compagnie. Une histoire qui aura duré 24 ans va s'éteindre. 31 août 1972, la fin d'une époque. Radio-Canada prend possession des installations de CKBL-Radio et CKBL-Télévision. Nous sommes le premier septembre 1972. Une autre page importante de l'histoire des communications en Gaspésie s'ouvre. CKBL cède sa place à CBGA/CBGAT. De l'ancienne station il n'existe plus que ce que la mémoire des hommes et des femmes de l'époque a su conserver: d'heureux souvenirs.

Bertrand Emond



Gilles Lapointe, premier caméraman et réalisateur à CKBL-TV.



De 1948 à 1972, CKBL aura été au centre des communications dans la région de Matane et sur la Côte-Nord.

“Le Progrès du Golfe” de 1904 à 1954 (1)

Etudier l'histoire des communications dans le Bas St-Laurent, cela veut dire s'intéresser à tous les aspects de la presse régionale. Mais nous sommes encore loin d'une recherche globale sur l'histoire des mass-media. Pourtant, si tel n'est pas notre but, il faut cependant reconnaître que l'étude de certains journaux s'impose d'elle-même, dès qu'on regarde l'allure que prend le monde des communications au début du XXe siècle au Québec: les grandes villes, Montréal et Québec, possèdent déjà leurs grands quotidiens alors que le monde rural tente de créer ou de maintenir en vie, selon le cas, quelques hebdomadaires régionaux. C'est dire que l'histoire des communications, à cette époque, correspond d'abord à une analyse de la presse diffusée à très grande échelle et de la presse rurale.

Une histoire du **Progrès du Golfe**, notre plus grand et plus vieil hebdomadaire régional, revêt une importance capitale pour la compréhension du phénomène des communications de masse dans un territoire rural éloigné des grands centres urbains. Dans la région du Bas St-Laurent et, jusqu'à un certain moment, dans la Gaspésie, **le Progrès du Golfe**, cet hebdomadaire rimouskois qui vécut de 1904 à 1970, représente le type (quasi idéal) du journal de province. Chercher à en faire l'histoire nécessiterait plusieurs années de labeur. Mais une opération semble intéressante à tenter: dégager certains traits de la vie du **Progrès du Golfe** en utilisant comme source principale le journal lui-même. Cette méthode mérite qu'on s'y arrête puisqu'il ressort de la lecture de ces articles deux types d'approches: d'abord les articles consacrés à la vie quotidienne du **Progrès**, c'est-à-dire sa propre actualité, et les textes qu'il consacre à sa propre histoire. De 1904 à 1954, nous avons recensé une cinquantaine d'articles qu'on peut diviser selon ces deux tendances. Ainsi, nous privilégions ici une approche interne, au détriment d'une recherche plus globale sur ce journal, permettant de voir comment, au fil des ans, **le Progrès du Golfe** a pris naissance, quelle fut son idéologie, ses polémiques, son fonctionnement. Enfin, la diffusion et l'évolution du journal de 1904 à 1954 seront des thèmes rapidement abordés.

• UNE FONDATION

De 1867 à 1904, plusieurs tentatives de fondation d'hebdomadaires dans la région du Golfe voient le jour. A Rimouski seulement, cinq journaux sont successivement créés. Chacun d'eux ne réussit à vivre que quelques années tout au plus. **La Voix du Golfe**, le premier journal à être diffusé et imprimé à Rimouski, parut de 1867 à 1871; **le Courrier de Rimouski** lui succéda de 1871 à 1873; après trois ans sans



M. F.X. Létourneau



M. L.N. Asselin

hebdomadaire, Rimouski voit naître le **Nouvelliste de Rimouski** (ayant un complément anglais: **The Rimouski Star**) en 1876, lequel allait mourir en 1881, quelques années plus tard. Enfin, **l'Echo du Golfe** parut à peine un an de 1885 à 1886.

De 1886 à 1904, soit pendant dix-huit ans, la région n'eut aucun journal. Il faut attendre l'initiative de Louis-Napoléon Asselin et de François-Xavier Létourneau pour que prenne naissance **le Progrès du Golfe** au printemps de 1904. Le journal lui-même nous renseigne assez bien sur les circonstances entourant cette fondation. Sans posséder une masse d'informations, on en a suffisamment pour comprendre et analyser tant soit peu l'initiative rimouskoise.

Paraît donc, le 15 avril 1904, le premier numéro de ce que sera **le Progrès du Golfe**. En page deux de ce numéro, les éditeurs définissent leurs objectifs dans la publication d'un journal hebdomadaire. Ils expliquent tout d'abord le choix du nom: **le Progrès du Golfe**. Par "Golfe", ils veulent dire "cet immense territoire, formant l'extrémité sud-est de la province de Québec, renfermant les comtés de Rimouski, Bonaventure et Gaspé, et connu sous le nom de 'Division du Golfe'." (2) Ce territoire regroupait à l'époque plus de cent mille personnes. Après avoir fait la description physique de la région, en nommant les nombreuses institutions civiles et religieuses, on constate que c'est là un pays de colonisation où l'agriculture domine nettement la scène économique. En publiant **le Progrès du Golfe**, ses éditeurs veulent "travailler au développement de ce coin de pays, faire connaître ses richesses aux autres parties du Canada et à l'étranger," en plus d'"encourager sa population dans les nobles travaux qu'elle s'impose, être l'organe fidèle de ses besoins, l'avocat sincère de ses intérêts religieux, politiques et sociaux, et même aussi le véhicule de ses réclamations et de ses justes demandes." (3) Le journal se donnait comme devise: "Aime Dieu et va ton chemin".

Retenons ici l'insistance que mettent les fondateurs sur "le progrès" et le "développement" de cette région du Golfe. Valeurs libérales caractéristiques sur lesquelles nous reviendrons un peu plus loin.

Mais qui sont les fondateurs du **Progrès du Golfe**? Là aussi le journal fournit une réponse. Il semble que l'initiative revienne à l'avocat Louis-Napoléon Asselin qui, dit-on, déploierait avec ses concitoyens l'absence d'un tel hebdomadaire à Rimouski. Dès l'annonce du projet, des voix pessimistes s'élevèrent: "l'enfant était encore à naître que déjà on prédisait qu'il ne naîtrait pas viable! C'est qu'il y avait alors comme il y aura toujours partout des prophètes de malheur!" (4) Malgré ces critiques, le journal parut sans trop de difficultés. Asselin s'associa à François-Xavier Létourneau qui possédait alors une imprimerie à Rimouski.

La préparation du premier numéro ne se fit pas sans heurts. Séraphin Vachon, en assumant la préparation typographique. Il nous dit lui-même comment le travail se faisait:

Nous ne possédions pas, à cette époque reculée, un matériel d'imprimerie compliqué; tout se faisait alors à la main, lettre à lettre. Je voudrais bien voir les jeunes d'aujourd'hui essayant de faire le même travail; ils n'y comprendraient à peu près rien. Le compositeur, le correcteur des épreuves, le metteur en pages, le pressier, etc., était la même personne, c'est-à-dire qu'il fallait savoir et être partout à la fois. [5]

A l'époque, pas de moteur, ni d'éclairage électrique. La presse devait être actionnée à bout de bras par deux hommes. Cette presse (modèle de 1850) qui servit à imprimer les premiers numéros du **Progrès du Golfe** avait été achetée par F.-X. Létourneau et son associé, laquelle servit auparavant à imprimer **le Journal de Québec**. "Pour la circonstance, M. le shérif Asselin nous fournissait quatre gros prisonniers, de la geôle de Rimouski, qui ne se faisaient pas prier pour tourner, mais qu'il fallait bien traiter et surtout surveiller." (6) Ces anecdotes autour de la parution du premier numéro montrent dans quelles conditions artisanales et quelles difficultés on devait surmonter pour arriver à présenter une simple feuille sur quatre pages. Séraphin Vachon nous apprend de plus que ce numéro fut édité à quatre mille exemplaires et diffusé à partir d'une liste électorale. Tout nous porte à croire que le Pro-

grès du Golfe connu des débuts très lents; bien que l'abonnement n'excédait pas le dollar. Bien peu lui firent confiance au point de payer cette somme avant les premières parutions. Le journal n'eut à son origine que cinq cent cinquante abonnés alors que "les livres, à la date du 15 mai 1905, accusent un montant payé de \$65.41 et une balance à recevoir de \$611.35". (7)

Le Progrès du Golfe naît donc avec cet espoir de servir le "progrès" de la région du Golfe et d'être la voix de sa population face aux divers pouvoirs. Mais quel type de progrès? Beau souhait certes, mais cet hebdomadaire régional est la voix de l'élite (petite-bourgeoise); non pas celle de la population du territoire, à preuve, les difficultés que le journal éprouve au plan du recrutement de ses abonnés aux premières heures de sa fondation.

• INDEPENDANCE ET TENDANCES POLITIQUES DU "PROGRES DU GOLFE"

Expression d'un "progrès", le journal rimouskois fondé en 1904, se veut un organe indépendant des partis politiques de l'époque. D'après divers témoignages, il semble que le journal ait conservé tout au long de son existence cette relative indépendance face au politique, même si une grande partie de son information porte sur des sujets de politiques provinciale, nationale et internationale. **Le Progrès du Golfe** se défend d'être un journal de parti, lequel il condamne sans ambages "Nos journaux font de la politique. Or la politique est ce qu'il y a de plus sec et de plus coriace. Essayer de les décider à changer de cuisine, c'est chose vaine. Rebelles à toutes remontrances, ils s'acharnent à hypnotiser leurs lecteurs et à leur suggérer l'amour de parti." (8) Ces journaux ne regardent les choses que d'un côté; il s'ensuit une déformation plus ou moins grande de l'information. Il faut lire le journal de parti mais avec "l'esprit éveillé (et) l'intelligence en garde". (9) Quant à lui, **le Progrès du Golfe** se déclare indépendant des partis politiques et c'est en quelque sorte sur ce choix qu'on base la publicité du journal à ses premières heures. On veut aussi éviter que les lecteurs du journal se mettent à y croire plus qu'à une parole d'Évangile.

N'allons pas croire que les fondateurs du **Progrès du Golfe** n'exprimaient pas de temps à autre certaines de leurs options politiques. Séraphin Vachon rappelait dans ses souvenirs que "M. Asselin, le fondateur, penchait pas mal du côté conservateur, et (son) oncle Létourneau du côté libéral, celui-ci voulant surtout soigner la clientèle de l'imprimerie, ce qui donnait souvent lieu à des scènes fort amusantes". (10)

De 1910 à 1950, **le Progrès du Golfe** prend une allure nettement nationaliste. Cette période est marquée par le règne de J.-Eudore Couture, rédacteur qui sera vraiment l'âme du journal pendant presque un demi siècle.

Le Progrès du Golfe est peut-être demeuré indépendant des partis politiques, mais il s'est clairement ex-

primé sur la question nationale et constitutionnelle. Le notaire Couture crut aussi à l'émancipation sociale et économique des Canadiens français. Le journal est, avec bien d'autres, l'une des voix principales par lequel se sont exprimés les idées nationalistes des élites petites bourgeoises canadiennes-françaises. Il ne faudrait pas croire que ce sont uniquement les revues et les journaux de Montréal et de Québec qui ont animé le mouvement national dont le chanoine Lionel Groulx est devenu la personnification, mais aussi certains hebdomadaires de la presse rurale.

• UN TYPE DE JOURNALISME: LA PRESSE HEBDOMADAIRE RURALE

Le Progrès du Golfe se veut un journal indépendant de tout parti politique mais aussi un journal local et rural, différent des grands journaux urbains. Omer Héroux disait en 1904 à cet effet: "en dépit de l'énorme développement des grands journaux, de leurs vingt pages et de l'information intensive, je crois au succès du journal local — à la condition qu'il soit essentiellement local." (11) Les quotidiens à large diffusion ne peuvent concurrencer le journal local puisque ce dernier se spécialise dans l'information qui relève de la région. A l'inverse, les journaux régionaux ne peuvent concurrencer les quotidiens au plan des informations générales, nationales ou internationales. Pour une région comme celle du Bas St-Laurent, un hebdomadaire local jouit d'un très grand avantage car "s'il veut y mettre de la bonne volonté, de l'esprit d'organisation, de la méthode, jamais le grand journal en dépit de ses efforts, ne réussira à l'égaliser en matières locales." (12) Le journal local et régional a aussi l'avantage d'être également l'écho des besoins locaux: "il n'est pas une région qui n'ait des intérêts particuliers à défendre, des ressources spéciales à développer, des problèmes à résoudre. Où toutes ces choses seront-elles débattues, sinon dans le journal local?" (13)

Ce souci régionaliste est à même d'expliquer un aspect de l'origine du **Progrès du Golfe**. Une région veut se donner un moyen pour exprimer, par le biais de ses élites, ses pensées, ses souhaits, ses doléances, etc. Le journal, au cours de ses années d'enfance et même une fois devenu adulte a toujours tenté de répondre adéquatement à cet objectif. Mais il faut tout de même constater l'importance qu'occupent les articles d'information d'intérêt national et international. Il y a certaines périodes où les nouvelles de type régional ne tiennent qu'une petite place dans le journal. (14)

On réussit tout de même à imposer ce nouveau type de journalisme qu'on appellera dans les années trente "la presse rurale", même si l'actualité régionale était souvent reléguée au second plan. Il est important de retenir ici cette adéquation que faisaient les directeurs des hebdomadaires en associant journalisme et voix du peuple tout entier: ne disait-on pas que la

presse rurale "a une portée générale en ce qu'elle affirme la permanence d'une force de décentralisation qui n'a pas été entamée par la puissance de la grande presse. Le quotidien a son rôle à jouer; l'hebdomadaire exerce aussi le sien. La presse rurale ne peut se remplacer; c'est la voix du peuple même". (15) Les élites locales se reconnaissaient donc les seuls aptes à exprimer les vœux et les désirs de la population de leur région, en se différenciant bien entendu de la "grande presse", éditée dans les centres importants. **Le Progrès du Golfe** est l'un des plus parfaits exemples de ce mouvement. D'ailleurs, n'exprimait-il pas clairement lui-même quel rôle social il entendait jouer:

Le journal est sans conteste, à l'heure présente, l'instrument prépondérant de formation des masses. Selon les principes qui l'inspirent, il est tantôt un agent civilisateur, tantôt une source de dépravation intellectuelle et morale, car c'est lui surtout qui crée l'opinion, cette "reine du monde" dont parlait Pascal. Dans son rayon d'action, il crée une atmosphère intellectuelle et morale où se reflète sa propre physionomie. Ses lecteurs lui doivent en partie, leur façon de voir, de sentir, de penser, touchant les problèmes d'ordre économique et social qui intéressent la communauté dont ils font partie. Mieux encore. Même quand il publie les faits les plus menus de la vie locale quotidienne — rubrique commerciale, industrielle, religieuse, toute une population prend instantanément conscience des mouvements d'une vie collective dont fait partie la sienne. Et, grâce à cela, chaque citoyen, chaque membre de la communauté communie en quelque sorte à la vie de son groupe, de sa paroisse, ou de son canton. L'âme individuelle s'enrichit ainsi des apports de l'âme collective.

Disons plus, Même quand la prose qu'elle publie suscite la naissance d'opinions opposées à la sienne, là encore et surtout, le journal contribue et de façon efficace à l'épuration d'idées et de sentiments, parfois trop chargés de préjugés et trop pauvre de contenu intelligible. Dans un autre ordre d'idées et sur le plan de la vie économique, que le journal nous révèle l'existence de nos ressources naturelles ou qu'il porte à notre connaissance les projets de réforme des élites, dans toutes les zones de l'activité humaine, que d'espoirs il suscite, il entretient, il nourrit.

[. . .]

Telle est l'histoire du **Progrès du Golfe** durant le dernier quart de siècle dans la région rimouskoise. [16]

• **UN JOURNAL LIBERAL:
L'IDEE DE PROGRES ET DE
DEVELOPPEMENT REGIONAL**

Dès le début de sa publication, le **Progrès du Golfe** fonde son action selon une problématique de progrès. Ce progrès se définit comme un mouvement vers l'avant, vers ce qui est meilleur et plus parfait. La routine de la vie quotidienne est exactement le contraire du progrès puisqu'elle engendre l'uniformité, l'inattention et l'ignorance. Les fondateurs du journal ont ce souci du progrès matériel bien orienté et souhaitent ainsi que la ville de Rimouski et ses environs en connaissent les fruits:

Située sur les bords de notre "majestueux St-Laurent", arrosée par la rivière dont les eaux donnent le mouvement à nos industries, entourée de côtes qui dominent une plaine que des soins intelligents peuvent rendre fertile, notre ville se trouve dans les conditions exigées par les lois du progrès. [17]

Pour arriver à cet objectif, les gens intéressés ne peuvent travailler seuls. Le progrès social et économique est le résultat des efforts de la communauté, "du concours de toutes les intelligences". Ainsi, les intérêts privés devraient se taire devant les intérêts de la majorité qui oeuvre, bien entendu pour le bien commun. **Le Progrès du Golfe** semble souhaiter, dès son origine, un progrès de type essentiellement urbain, puisqu'on ne fait allusion que très rarement aux régions de l'arrière-pays, éloignées de Rimouski. La conclusion d'un article de P. de Néri est éclairant à ce sujet: "Que le bien de la ville (. . . de Rimouski. . .), que l'honneur de la ville soient le bien et l'honneur de tous, c'est là un des meilleurs éléments de progrès". (18)

Une autre preuve que **le Progrès du Golfe** s'inscrit bien dans la pensée libérale c'est de voir Eudore Couture se plaindre en 1924 de l'évolution très lente de Rimouski. Croquant toujours au progrès comme à une chose possible et nécessaire, il ne peut que constater une certaine stagnation: "**Nous sommes visiblement affectés par son départ de notre vieille petite ville [parlant du départ d'un des collaborateurs du journal] si lente, elle, à se développer même normalement, et comme affligée d'un sommeil morbide. . .**" [19]

A l'opposé, il semble qu'en 1935 le bilan du développement de la ville de Rimouski soit plus positif. La population a doublé et on a assisté à la multiplication des édifices publics dans les limites de la municipalité. (20) En 1938, la situation semble encore meilleure:

Même si nous admettons sans discussion et d'emblée toutes les critiques dont il est la cible, il n'en reste pas moins que si, dans notre région du Bas du Fleuve, nous avons aujourd'hui d'excellents services publics à structure et physionomie canadienne-française, par exemple: de l'électricité qui nous éclaire, de rapides et confortables bateaux qui nous relient à l'autre rive du grand fleuve, un poste de radio des

mieux équipés du Canada, un réseau téléphonique qui, par le secret du sans-fil, nous tient en communications directes avec les centres isolés de la Côte Nord, une Ecole d'Arts et Métiers régionale et tant d'autres réalisations vivantes et prometteuses de développement économique, c'est à ce magicien [nous reconnaissons ici Jules A. Brillant], à son audace, à sa sûreté de vision et d'exécution, à son influence profonde et multiforme, que nous le devons. [21]

Ces paroles prononcées par Eudore Couture lors d'un congrès de l'Association des Journaux Hebdomadaires Canadiens-Français sont tout de même différentes de celles qu'il prononçait en 1925. Est-ce que la multiplication des services à Rimouski suffisait à satisfaire la petite-bourgeoisie de l'époque? A lire ces textes, tout nous porte à le croire et d'autant plus que la ville de Rimouski n'a jamais connu un développement important de son secteur secondaire, c'est-à-dire des activités de transformation. Le commerce semble être le secteur qui connaît le plus de croissance et de succès et cela dès ce moment! Cette tendance du développement des services surtout au plan commercial est exprimé par **le Progrès du Golfe** en 1941 alors qu'on tente de la rendre bihebdomadaire. L'un des principaux points sur lequel on se base pour opérer cette transformation c'est l'importance grandissante de la publicité dont les marchands peuvent se prévaloir pour la bonne marche de leurs affaires:

Et Rimouski sera, croyons-nous, la seule ville du Canada français à posséder un organe bihebdomadaire, ce qui ne sera pas pour elle un instrument de publicité et un élément de progrès négligeable. Nos concitoyens, notamment les marchands et les hommes d'affaires qui ont foi dans l'efficacité de l'annonce publiée à temps, pourront nous aider de ce côté. Pour que les affaires marchent et prospèrent, il faut les administrer avec prudence, soit; mais en ne dédaignant pas les initiatives qui accentuent d'une façon certaine, éprouvée, cette marche avant et cette prospérité. La publicité est de celle-là. [22]

Le Progrès du Golfe défendait le progrès et le développement matériel mais il espérait aussi pouvoir en vivre.

• **POLEMQUES ET RELATIONS
AVEC LES AUTRES JOURNAUX**

Il fut une époque où **le Progrès du Golfe** figurait parmi les grands de la presse québécoise. Ce journal était attendu impatientement par les intellectuels du **Devoir** ou de **la Presse**. Cela tient en grande partie au fait que le journal bas-laurentien était bien plus une feuille remplie d'idées qu'un organe d'information retenant l'événement local ou régional, ce qu'il adviendra vers 1940.

Les réacteurs et les collaborateurs du **Progrès du Golfe** traitaient des grands problèmes de l'heure et il leur est souvent arrivé d'engager des polémiques avec leurs confrères de d'au-

tres journaux de la province.

Dès 1915, une querelle éclate entre **l'Action Catholique** de Québec et **le Progrès** de Rimouski sur un sujet constitutionnel entourant l'aide que le Canada octroyait à la Grande-Bretagne comme allié au début de la Première Guerre mondiale. La discussion s'engage entre deux ecclésiastiques, chacun collaborateur de ces deux journaux. Il semble que le fond de la polémique soit le suivant: suite à la contribution du Canada à la Grande-Bretagne, **l'Action Catholique** prend une position au nom du clergé et des évêques. **Le Progrès du Golfe** lui reproche de parler pour un si grand nombre d'individus et il tient à exprimer sa propre opinion. Le débat prend l'allure d'une querelle entre nationalistes et impérialistes: les nationalistes étant représentés par **le Progrès du Golfe**, les impérialistes par les tenants de **l'Action Catholique**. Le journal québécois voit mal comment un journal de province peut traiter sérieusement des questions publiques; un ecclésiastique écrivant à **l'Action Catholique** disait ceci: "Vous avez soulagé la conscience publique par l'éreintement (sic) donné au 'Progrès du Golfe'. Ils sont là un groupe de jeunes gens qui se grisent de la pipe-rie des mots et d'un certain esprit frondeur qui n'est plus à sa place dans les grandes questions publiques, quelques dégoûdissant qu'il soit dans les banalités ordinaires de la vie". (23) **Le Progrès du Golfe** lui répond de manière aussi vive par la voix d'un ecclésiastique: **l'Action Catholique** "dénature et prostitue la doctrine catholique pour la faire servir à des fins mesquines, qu'elle bafoue les préceptes évangéliques, que cela constitue un véritable scandale, que si cela ne change, le tollé général qui gronde, sourdement éclatera au grand jour dans tous les diocèses". (24) **Le Progrès** s'offusque de voir que **l'Action Catholique** n'a pas le courage de "soutenir et de défendre la franche et loyale doctrine politique du nationalisme canadien, (ce qui) provoque partout le dégoût et les protestations des hommes les plus intelligents, les plus clairvoyants et les plus indépendants des partis politiques, plus particulièrement des membres de notre clergé". (25) Il fallait savoir en quelque sorte de qui du **Progrès du Golfe** ou de **l'Action Catholique** serait le représentant de l'opinion cléricale en cette occasion.

En somme, **le Progrès du Golfe** voit dans les déclarations du lieutenant-gouverneur de l'époque des sentiments impérialistes alors que celui-ci cherche à interpréter la constitution. Pour l'ecclésiastique de Rimouski, rien dans la constitution ne justifie le type de contribution avancée à l'Angleterre, mais **le Progrès** se prononce pour le principe suivant: "pas de contribution sans représentation". Prêchant l'autonomie canadienne, on croit toujours à la nécessité de collaborer avec l'Empire mais dans un cadre de discussion tout à fait renouvelé. N'est-ce pas la doctrine prônée par les nationalistes "canadiens" groupés, pour la plupart, autour d'Henri

Bourassa, le fondateur du **Devoir**.

La polémique prit fin un peu comme toutes les autres, alors que l'un des deux opposants se tait et laisse à l'autre le soin d'interpréter en sa faveur toute la discussion. En l'occurrence, il semble bien que ce fut **le Progrès du Golfe** qui eut le plaisir du dernier mot.

En 1936, vingt ans plus tard, "Ama-dor", nouveau pseudonyme de notre "ecclésiastique" de 1915, explique, en relatant ses souvenirs, comment, vue de l'intérieur, cette polémique se déroula :

Quand j'entrai dans le débat, il [le notaire Couture] me fit reprendre deux articles, précisément parce que je ne donnais pas le texte et que j'avais faussé l'idée; et un troisième dut être refait parce que, néophyte de la plume, à l'épiderme trop sensible, j'avais trempé cette plume dans le vitriol et mis là-dedans trop de mots violents. Comme j'étais surpris de cette censure, Couture me dit: "Notre adversaire prétend que son opinion est l'expression du mandement de Nos SS. les Evêques; à son point de vue, elle peut se soutenir, mais elle est discutable. Il faut rester digne et respecter le seul prêtre journaliste qui a tant de courage, et si méritant par ailleurs, même si des opinions politiques sont contraires aux nôtres". Remarque qui nous fit estimer davantage cet homme, fin, mais chrétien avant tout. [26]

Que dire de l'éthique professionnelle d'Eudore Couture et de son équipe?

Le Progrès du Golfe eut, à d'autres occasions, la chance de se prêter à la polémique. Ainsi, en 1920, on discute vivement de l'érection du Monument aux braves de Rimouski, qui mit en vedette Jules A. Brillant, en sa faveur, et l'abbé Joseph-Désirée Michaud, curé de Val-Brillant, en désaccord avec l'idée même de cette initiative. (27) En 1925, **le Progrès** se frotte au **Soleil** de Québec au sujet d'une élection fédérale. Là encore, **le Progrès** sous la plume de Jean Berthier, se montre catégorique; en critiquant les grands journaux qui s'engagent dans la campagne électorale dans le but de détruire l'ancienne administration, en l'occurrence celle du premier ministre Meighen, "au lieu de renseigner les électeurs sur les programmes des partis et sur les questions importantes auxquelles ils devraient accorder leur sérieuse attention." (28) **La Presse**, quotidien de Montréal, n'est pas mieux considérée puisque Couture la qualifiait en 1926, de "boutique de demi-monde journalistique". (29)

Le Progrès du Golfe eut des problèmes non seulement avec les grands journaux de la province, mais aussi avec quelques confrères de la presse hebdomadaire, notamment avec **le Saint-Laurent** de Rivière-du-Loup. A ce sujet on relève une attaque du **Saint-Laurent** à l'endroit d'un collaborateur français (qui signait alors C.-A. B.) qu'on accusait d'être "un des nombreux Français chargés par le Gouvernement de la province de dénier les Canadiens". (30) **Le Progrès**, après

avoir montré que le **Saint-Laurent** s'appropriait à collaborer avec des journalistes français, lui repose la même question, à savoir si ces derniers étaient des émissaires gouvernementaux travaillant à l'élévation du niveau culturel des masses. On ne sait pas si des excuses lui furent adressées.

Outre ces polémiques et discussions, **le Progrès du Golfe** eut l'occasion de se prononcer sur plusieurs questions d'importance, au gré de l'actualité politique et économique. Le journal nous en fournit lui-même une liste assez détaillée :

- pour la tempérance (1904-1913)
- contre la loi Brodeur (marine de guerre) (1910-1911)
- pour les écoles de Keewatin (1912)
- pour le Sou de la Pensée française
- pour les Canadiens français d'Ontario
- pour l'agriculture et la colonisation
- contre la participation du Canada à la guerre et la conscription (1914-1917)
- pour le français dans les services publics
- contre la Cie Electrique (Crédit Municipal)
- pour l'indépendance d'opinion en politique
- contre la loi Roberts
- pour la création de l'Union professionnelle des cultivateurs (1924)
- contre la fusion de la Banque Nationale avec la Banque Hochelaga
- pour la décentralisation
- la question de l'heure
- etc. (31)

Comme on le soulignait plus haut, **le Progrès du Golfe** se présente comme un journal exprimant des idées générales sur l'actualité politique surtout sur les grands courants de pensée de l'époque. Mais, avec le temps, le journal est redevenu plus conforme à son objectif de départ soit d'être d'abord un organe d'information de type régional et rural. Ainsi on remarque une diminution progressive des grandes campagnes et discussions polémiques. Mais, à l'inverse, **le Progrès du Golfe** tolère très peu la concurrence dans le domaine qu'il s'est réservé. Quelle n'est pas sa réaction et sa surprise lors de la fondation d'un autre hebdomadaire, **l'Echo du Bas Saint-Laurent**, à Rimouski en 1933. Ce nouveau venu avait de quoi inquiéter, puisqu'il se donnait à peu près la même mission que **le Progrès du Golfe**. Il faut dire de plus que **l'Echo du Bas Saint-Laurent** est né dans des conditions qui sortent un peu de l'ordinaire, conditions et circonstances touchant près à la vie du **Progrès du Golfe**. L'affaire trouve son origine dans le fait que **le Progrès** décide, après plusieurs années de bons services d'impression auprès de l'Imprimerie Générale, d'accepter un contrat avantageux avec l'Imprimerie Gilbert, entente lui permettant de réduire sensiblement le coût de son abonnement. Immédiatement l'Imprimerie Générale réagit et fonde **l'Echo du Bas Saint-Laurent**, qui fait sa première expédition à l'aide des listes d'abonnés laissées par l'administration du **Progrès**. Dès lors, le **Progrès du Golfe** s'acharne

contre cet intrus en s'attaquant d'abord à son programme.

Le Progrès du Golfe, citant les témoignages de fidèles abonnés, ne voit aucune nécessité dans la parution de ce nouvel organe régional, compte tenu des "difficultés de toutes sortes que traversent actuellement plusieurs journaux, tant quotidiens qu'hebdomadaires. Pourquoi alors être deux quand il y a place que pour un". (32) On lui pose d'autres questions tout aussi fondamentales: "de qui ou de quoi est-il l'écho?" Selon **le Progrès**, "saurait-on exiger moins, d'hommes qui se mettent en frais de renseigner, d'éclairer, de conseiller et diriger la masse de leurs compatriotes par l'organe de la presse? Sûrement, non". (33) La fondation de **l'Echo du Bas Saint-Laurent** semble bien une entreprise fort "irrationnelle", "paradoxe" et "anormale". Passant en revue les éléments de son programme, **le Progrès** table sur le fait que **l'Echo** n'est ni indépendant, ni l'organe d'un quelconque parti politique, d'aucun groupement "social, patriotique et religieux" et qu'il a été fondé sans l'appui de l'autorité ecclésiastique ou autre; rien ne justifie "sa mission d'apôtre agricole, colonisateur, social, pontifical et... régional". (33)

l'Echo du Bas Saint-Laurent a été mis au monde par une corporation commerciale; pour **le Progrès**, les fondateurs de ce nouveau journal n'ont, en se lançant dans une telle entreprise que des intérêts mercantiles, en tentant de rentabiliser l'Imprimerie Générale :

Et c'est donc bien vrai alors qu'il n'est rien de plus que l'Echo ou l'organe de simples marchands-imprimeurs faisant affaires sous le nom de l'Imprimerie Sociale Catholique, non, non, pardon, de l'Imprimerie Générale de Rimouski, LIMITEE?

Voilà, ce sont ces bons bourgeois, commerçants de circulaires et de cartes de visites, qui lui ont conféré sa mission [?] de prêcher l'action catholique, la morale, le relèvement agricole, la colonisation et la petite industrie à NOS POPULATIONS [sic, re-sic] de la région du Bas de l'Imprimerie, pardon, du Bas Saint-Laurent.

Eh oui! ce sont eux. EUX SEULS! [34]

Ces paroles vives du **Progrès** laissent nettement entrevoir une peur légitime de la concurrence, une peur de disparaître, alors que lui-même a eu toutes les difficultés pour réussir à survivre. **Le Progrès du Golfe** était en réalité le seul hebdomadaire à ne pas mourir à Rimouski. Bien que les conditions économiques n'étaient pas des plus favorables, il aurait été difficile pour **le Progrès du Golfe** de ne pas répondre de cette façon alors qu'il possédait le quasi monopole de l'information régionale, en l'absence de la radio et de la télévision ou d'un concurrent valable.

L'histoire du **Progrès du Golfe** se caractérise donc par plusieurs polémiques avec ses confrères. Mais ce n'est là qu'une partie du visage de cet hebdomadaire, puisqu'il s'est toujours

efforcé, semble-t-il, de cultiver de bonnes relations avec eux. Nous en avons la preuve par quelques témoignages et par les nombreux messages d'admiration adressés périodiquement à son rédacteur, Eudore Couture. La cordialité du **Progrès du Golfe** nous est rapporté par un des rédacteurs du journal montréalais, **le Matin**:

Alors que, suivant une sordide coutume journalistique, la majorité de nos confrères élevaient contre nous le traditionnel barrage du silence, le Progrès du Golfe, dont nous sommes le rival immédiat, pour le premier rang qu'il occupe dans la presse hebdomadaire indépendante de la province, nous accueillait spontanément avec une cordialité à laquelle ces temps de muflerie ne nous avaient guère habitués.

[. . .]

Pour être directeur d'un journal qui existe depuis plus de vingt ans, M. Eudore Couture a la savoureuse originalité de n'être pas un cochon. [35]

Voilà donc un aspect de la vie du **Progrès du Golfe**: à la fois palabreur, bagarreur, politiccaille, courtois, cordial, etc. dans ses relations avec d'autres journaux de la province.

"LE PROGRES DU GOLFE" VU DE L'INTERIEUR

Lorsqu'on veut étudier la vie d'un périodique et que notre source principale de renseignement se trouve à être le journal lui-même, connaître

certains aspects particuliers de sa vie, tel son administration, pose certains problèmes. Toutefois, le **Progrès du Golfe** fournit quelques données à ce sujet, à l'intérieur même de ses pages.

Il nous a été impossible de dresser la liste de tous les actionnaires, administrateurs et collaborateurs, mais en 1933, le **Progrès** fait un retour sur son histoire ce qui permet de situer certaines personnalités. Le tableau qui suit montre comment et par qui fut publié le **Progrès du Golfe** de 1904 à 1933.

Les noms qu'on retrouve sur cette liste (non exhaustive) tiennent tous de la petite-bourgeoisie rimouskoise, gravitant principalement autour des familles Asselin, Couture et Brillant. Voici comment les actionnaires-propriétaires voyaient leur rôle dans la publication d'un tel périodique:

Les actionnaires de la Cie du Progrès du Golfe, détenus en quelques mains rimouskoise, comptent parmi les meilleurs valeurs et valent deux fois leur pair. Ajoutons à ceci que les actionnaires de la compagnie se sont toujours fait un devoir et une ligne de conduite de laisser au directeur-rédacteur de leur organe la plus grande latitude, la plus grande liberté d'opinion. Le journaliste à leurs yeux n'est pas un mercenaire, tenu d'obéir à leurs dictées mais un homme dans toute l'acceptation du terme, un homme libre, responsable de ses écrits et en qui ils reposent toute leur confiance, après l'avoir choisi avec discernement.

Loin de faire tort à leur entreprise, cette manière d'agir n'a fait que contribuer davantage à sa réussite. [36]

Voilà de quelle manière se tissent les relations entre propriétaires, directeurs et actionnaires. Mais faire vivre un hebdomadaire dans une région comme celle de Rimouski a toujours signifié sacrifices et privations pour les "ouvriers" du **Progrès du Golfe**: "sait-on que son rédacteur et son administrateur devaient se satisfaire durant la décade de 1909-1919 d'un salaire de \$4.00 par semaine et que, quoiqu'actionnaire de la Cie du Progrès du Golfe, son directeur-rédacteur actuel (Couture) ne reçut pas un sou de dividende comme ses co-associés durant une douzaine d'années, se contentant toujours, durant ce laps de temps, de sa pitance hebdomadaire de \$4 en tout et pour tout." (37)

Sacrifices, labeur et courage, tels sont les attributs qu'il faut faire porter sur celui qui fut l'âme dirigeante du **Progrès du Golfe** pendant près de quarante ans: Eudore Couture. Si le journal réussit à surmonter les pires difficultés, c'est bien à lui que le crédit revient. Quelques traits de sa personnalité suffiront-ils à expliquer l'action de ce "maître" du journalisme? Alphonse Caron, avocat rimouskois et grand ami d'Eudore Couture, voit ses principaux caractères distinctifs dans:

son énergie, son indépendance, l'originalité de sa pensée, sa mai-

L'ADMINISTRATION DU "PROGRES DU GOLFE" DE 1904 A 1933

	COMPAGNIES	ACTIONNAIRES	ADM.-GERANTS	DIRECTEURS	REDACTEURS
1904	Cie de publication de Rimouski	L.-N. Asselin F.-X. Létourneau	L.-N. Asselin	L.-N. Asselin	L.-N. Asselin
1908	Cie de publication de Rimouski	L.-N. Asselin	L.-N. Asselin	L.-N. Asselin	L.-N. Asselin
1909	Cie de publication de Rimouski	L.-N. Asselin I. Asselin R. Asselin S. Vachon	I. Asselin S. Vachon	L.-N. Asselin	L.-N. Asselin
1910	Cie de publication du Progrès du Golfe	E. Couture L.-J. Moreault I. Gagnon I. Asselin A.-M. Tessier J.-A. Brillant	S. Vachon	Eudore Couture	Eudore Couture R. Asselin (1913, 1917)
1923	Cie du Progrès du Golfe	(. . .) J.-A. Brillant prés. du C.A. (. . .)	G. Masson (1929-1934)	Eudore Couture	Eudore Couture
1933	?	?	G. Légaré (1934, +)	Eudore Couture	Eudore Couture

trise de la langue française remarquée des maîtres du notariat français eux-mêmes, son esprit entreprenant, son caractère jovial et empreint de bonté malgré la brusquerie apparente dont elle s'enveloppait parfois, sa loyauté à toute épreuve à l'égard des amis et... des adversaires, ce qui est beaucoup plus méritoire, sa franchise qui ne connaît pas de favoris, sa générosité à tous les mouvements sociaux de toujours trouver son cœur et sa bourse largement ouverts, en qui et surtout un respect à la parole donnée faisant que la Parole de Couture, et la chose est loin d'être coutume de nos jours, vaut un contrat. [38]

Un autre témoignage, traduit en boutade, montre cette fois toute l'ardeur donnée par Couture à son travail de rédacteur du **Progrès du Golfe**: "le notaire Couture avait fait du PROGRES DU GOLFE l'oeuvre de sa vie. C'était comme le complément de sa carrière. Quelques-uns, comme à-côté, font de la politique; d'autres vont à la pêche ou à la chasse; d'autres s'intéressent à la terre; d'autres jouent au golf. Le notaire Couture jouait au Progrès du Golfe." (39) Il consacrait ses journées à son travail de notaire, ses soirs et ses nuits à la rédaction du journal. (40)

Il faudrait citer ici des pages de texte pour illustrer les nombreuses tâches que devait accomplir le notaire Couture à titre de rédacteur du **Progrès du Golfe**. Bien qu'employé à "temps partiel" à cause du caractère spécifique de l'hebdomadaire de province, Eudore Couture était, à une certaine époque, l'unique "pourvoyeur" du journal qu'il dirigeait. Rédaction des éditoriaux, nécessitant plusieurs heures de lecture, longues corrections des textes des collaborateurs, tenir à jour la correspondance, se tenir toujours suffisamment informé de l'actualité dans plusieurs domaines, considérer les demandes du public, assister à un nombre élevé de réunions hétéroclites et en faire le compte rendu, ponctualité dans la remise des textes au pote, voir aux annonces, à la mise en page, aux corrections d'épreuves, etc. etc. C'est là en résumé l'essentiel de la tâche de tout journaliste qu'Eudore Couture a su réaliser avec professionnalisme, d'autant que ces étapes sont en quelque sorte un perpétuel recommencement hebdomadaire, répétées à longueur d'année, (41) ce qui implique de "sérieux et pénibles sacrifices pour accomplir tout notre devoir, sans hésitation, fermement, jusqu'au bout". (42)

Eudore Couture, comme rédacteur du **Progrès du Golfe**, hebdomadaire de province, s'est impliqué et a prêté sa plume pour la défense de plusieurs causes d'importance; d'ailleurs ses préoccupations transparaissent dans la liste établie plus haut sur les polémiques entretenues par le journal. Mais, une autre question a retenu l'attention du notaire couture: l'agriculture notamment sur la question de la radiation des hypothèques inopé-

rantes qui freinaient, dans la région et ailleurs dans la province, l'administration du Prêt agricole. Le **Soleil** est allé jusqu'à lui donner le crédit d'une campagne entreprise dans le but d'aider les agriculteurs touchés par ces mesures:

Le gouvernement a-t-il jamais été fermé à la critique constructive? C'est en grande partie son insistance, la clarté de ses exposés, le bon sens de ses remarques qui ont incité M. Taschereau [Alexandre, alors premier ministre du Québec] à faire rechercher et démêler par des officiers ministériels et aux frais de l'Etat les titres souvent embrouillés des aspirants au prêt agricole. [43]

Albert Rioux, président régional de l'Union Catholique des Cultivateurs (U.C.C.) lui rend un hommage similaire en rappelant le rôle précurseur d'Eudore Couture lorsqu'il souhaitait le regroupement des cultivateurs dans le but de défendre leurs intérêts. (44)

L'action du rédacteur du **Progrès du Golfe** est nettement teintée de nationalisme comme le montre ce témoignage de J.-Ernest Laforce, président de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, dans les années trente:

Toute son oeuvre des 25 dernières années tend à pousser ses compatriotes à prendre conscience d'eux-mêmes, à se refaire en certains cas une âme nationale, à entraîner leurs compatriotes, à s'imposer les sacrifices nécessaires pour se faire une âme collective qui a ses qualités de Maître de la maison commune.

Notre ami Couture a montré l'exemple aux jeunes. Si son exemple et ses conseils sont suivis, avant bien des décades, nous serons redevenus les maîtres chez nous. [45]

A en juger par les nombreuses publications de voeux et d'hommages de la plupart des grandes personnalités québécoises, Eudore Couture semble s'être taillé une solide réputation, non seulement à titre de rédacteur, mais aussi comme notaire, comme animateur nationaliste, etc. Les honneurs ne lui manquèrent pas non plus, puisqu'il fut à un moment au cours de sa vie Directeur de l'Association Canadienne-française des Journaux Hebdomadaires et Président de l'Association des Notaires du District de Rimouski.

Si, le **Progrès du Golfe** fut de 1910 à 1951 la personnification même d'Eudore Couture, il faut tout de même rappeler la collaboration de maintes et maintes personnes à la rédaction du journal. Ces collaborateurs sont aujourd'hui difficiles à identifier, tout autant que les écrits du rédacteur à cause de l'habitude généralisée de rendre les textes presque anonymes par l'usage d'une grande variété de pseudonymes. Quelques entrevues pourraient nous révéler l'identité de ces nombreuses personnes. Une liste établie en 1933 donne les noms de quelques fidèles collaborateurs du temps: R.-P. Sylvain, Joseph Gauvreau, N.-J. Pouliot, Fortunat Charron, Victor Côté, Lé de G. Belzile, Ernest Laforce, Alphonse Fortin, F.-X. Ross, James

Jessop, Damase Potvin (46), etc. etc. Tout nous laisse supposer que l'éventail des collaborateurs était assez large puisque le **Progrès du Golfe** a traité à l'intérieur de ses pages de tous les sujets possibles; un index thématique réalisé récemment en est la preuve.

Le **Progrès du Golfe** eut donc des rédacteurs et des collaborateurs réguliers et dynamiques. Qu'en est-il de la réponse des gens du milieu et de l'impact général de l'hebdomadaire?

En 1904, la parution du premier numéro du **Progrès du Golfe** causa un certain remous dans la population; "On se passait le journal de main en main", (47) dit-on. Ce fut un véritable événement si bien que le nombre des abonnés crût de manière relativement rapide. Pour Eudore Couture, les abonnés se recrutèrent "dans les meilleures classes religieuses (sic), sociales et professionnelles". (48) Mais de 1904 à 1941, le bilan de la croissance des abonnements semble bien mince. Cette faible augmentation, ou stagnation, pour dire juste, semble être le fait de la plupart des journaux hebdomadaires de ce type: "ces périodiques en reviennent toujours à un chiffre de circulation qui ne varie, en dépit de l'âge avancé et des progrès du journal ainsi que du développement matériel et intellectuel de la région où il est publié." (49) Et la direction du **Progrès du Golfe** de poursuivre sur le peu d'abonnés:

Ainsi, il est invraisemblable et incroyable que, dans un territoire aussi vaste et aussi ouvert à tous les développements que la contrée du bas St-Laurent et du Golfe, un journal comme le nôtre, qui en est rendu à paraître à 12 pages à cause de son volume d'annonces et qui dès l'an dernier a dû paraître chaque semaine avec un minimum régulier de 8 pages, n'a pas encore réussi à doubler le nombre d'abonnés qu'il avait à ses débuts, en 1904, il y a donc 37 ans, alors qu'il devrait, par le seul fait de son accroissement naturel et normal, avoir sextuplé ce nombre, compte tenu des pertes moyennes par décès et autres diverses causes de désabonnement. Le cas n'est pas particulier à notre région. [50]

Comment expliquer cet état de fait? Plusieurs facteurs entrent ici en ligne de compte. Il faudrait faire une étude pour approfondir cet aspect.

Un autre problème semble causer du tort au **Progrès du Golfe**: l'expédition. En effet, la livraison par voie postale se fait très lentement, ce qui agace tout autant les directeurs du journal que les lecteurs. En 1923, le problème semble sérieux:

Les saboteurs de la Poste, sont priés de noter que leurs brimades atteignent surtout nos abonnés, et que nous avons pris les moyens nécessaires pour faire connaître à ces derniers la cause de ces irrégularités, interruptions ou retards. Quand la bataille de la liberté de la presse sera gagnée dans cette province, il y aura celle de l'égalité à livrer. Et nous gagnerons celle-ci comme

nous gagnerons l'autre. [51]

Une vingtaine d'années plus tard la livraison par la poste ne s'est pas sensiblement améliorée alors qu'une publication de fin de semaine, comme celle du **Progrès**, était nettement défavorisée à cause du manque de moyens de communication et de transport. Les ruraux reçoivent si tardivement le journal "qu'il ne leur offre, cela se conçoit, que fort peu d'intérêt comme un organe d'information". (52) Pour obvier à cet obstacle, la direction décide de rendre le **Progrès du Golfe** bihebdomadaire, permettant ainsi à tous les abonnés de recevoir au moins un numéro publié la même semaine. Cette initiative ne semble pas avoir bien du succès puisque le **Progrès** est vite redevenu hebdomadaire.

C'est là donc un bref coup d'oeil jeté sur la vie interne du **Progrès du Golfe**. Nous avons vu qui dirigeait le journal, qui le rédigeait, comment on y collaborait, etc. Ce n'est pourtant là qu'un aperçu d'un aspect qui reste fondamental dans l'étude et la connaissance de l'un de nos journaux régionaux.

Le **Progrès du Golfe** représente donc un outil essentiel dans l'effort de compréhension et d'explication de notre réalité historique régionale. Définir en quelques paragraphes son orientation première, ses tendances politiques, les polémiques entretenues avec les autres journaux, sa vie interne, n'avait d'autre but que de lever tant soit peu le voile sur la petite-bourgeoisie rimouskoise dans la première moitié du XX^e siècle et les idéologies qu'elle véhiculait, notamment celle du progrès social et économique (le libéralisme) et du nationalisme.

Pour se faire, nous avons choisi d'utiliser une source bien particulière, c'est-à-dire les articles du **Progrès du Golfe** lui-même en sélectionnant une catégorie bien spéciale d'articles, ceux portant sur la vie du journal. Cela explique, en partie, l'orientation donnée à cette recherche.

D'autres analyses, de contenu, sur l'administration et l'orientation du journal, ses collaborateurs, se heurtent à un obstacle de taille: les destructions successives, par le feu, des archives des diverses corporations qui ont publié le **Progrès du Golfe**. L'histoire du journal en est donc affectée et les sources immédiatement disponibles demeurent encore le journal lui-même et quelques témoins toujours vivants, chaque jour moins nombreux.

Si l'histoire du Bas St-Laurent passe par tous les journaux qui y ont été publiés, l'histoire de Rimouski dans le **Progrès du Golfe** trouve une bonne partie de sa substance.

Antonio Lechasseur, étudiant
Université du Québec à Montréal.

Saint-Laurent, Vol. III, no 2, novembre 1976, p. 24.

- 15 Baptiste (pseudonyme), "Commentaires de confrères à l'occasion du 40^e anniversaire du Progrès du Golfe. En marge des 'souvenirs' racontés par M. Séraphin Vachon," 28 avril 1944, p. 3.
- 16 Témoin (pseudonyme), "Commentaires de confrères à l'occasion du 40^e anniversaire du Progrès du Golfe. En marge des 'souvenirs' racontés par M. Séraphin Vachon", dans *Ibid.*
- 17 P. de Néri, "Le progrès", 27 mai 1904, p. 1.
- 18 *Ibid.*
- 19 E. C. (Eudore Couture), "Départ de notre collaborateur", 24 juillet 1925, p. 1.
- 20 (Anonyme), "Anniversaire: directeur depuis 25 ans au 'Progrès du Golfe'", 13 décembre 1935, p. 1.
- 21 (E. Couture), "Discours 'Editorial' du directeur du 'Progrès du Golfe', M. Eudore Couture aux congressistes de la Presse Hebdomadaire C.F.", lors de leur visite à Rimouski, le 7 août", 12 août 1938, p. 1.
- 22 (La direction du Progrès du Golfe), "Notre journal devient bihebdomadaire", 23 avril 1941, p. 1.
- 23 Cité dans "Une autre voix", 29 septembre 1915, p. 1.
- 24 *Ibid.*
- 25 *Ibid.*
- 26 Amador (pseudonyme), "Amador évoque ses souvenirs d'ancien collaborateur. Au 'Progrès du Golfe'", 28 février 1936, p. 2.
- 27 Cet événement nous est rappelé par un intéressant article publié par Nive Voisine dans **La Revue d'Histoire du Bas St-Laurent**, vol. I, no 2.
- 28 Fernand (pseudonyme), "Comment le 'Soleil' nous lit", 7 août 1925, p. 1.
- 29 Eudore Couture, "En prenant congé", 3 avril 1926, p. 1.
- 30 (Anonyme), "L'Espagne et le 'Saint-Laurent'", 1 mai 1931, p. 1.
- 31 (Anonyme), "Le 'Progrès du Golfe'", 4 août 1933, p. 8.
- 32 (Anonyme), "Lettre d'un curé gaspésien, d'un échevin de Rimouski et d'un lecteur de Montréal, qui ont reçu contre leur gré le premier numéro de l'Echo du Bas St-Laurent, 10 mars 1933", p. 1.
- 33 *Ibid.*
- 34 *Ibid.*
- 35 Roger Maillet, "Phénomène d'une savoureuse originalité", 23 novembre 1923, p. 1.
- 36 (Anonyme), "Vingt-quatre ans révolus... ", 20 avril 1928, p. 1.
- 37 (Anonyme), "Sus à l'imposture et aux imposteurs", 31 mars 1933, p. 1.
- 38 Alphonse Caron, "En marge d'un anniversaire", 3 janvier 1936, p. 1.
- 39 (Anonyme), "Noces d'or", 16 avril 1954, p. 3.
- 40 Aux dires de M. Jean-Paul Légaré. (Cf l'entrevue que j'ai réalisée le 26-8-77 à Québec et dont une partie apparaît dans le présent numéro).
- 41 Eudore Couture, **Op. Cit.**, 3 avril 1926, p. 1.
- 42 J. E. C. (Eudore Couture)? "Neuvième année", 19 avril 1912, p. 1.
- 43 (Anonyme), "Des comités de la presse quotidienne et hebdomadaire honorent le directeur du 'Progrès du Golfe' des marques les plus généreuses de leur estime et de leur amitié, 27 décembre 1935", p. 2.
- 44 Albert Rioux, "L'U.C.C. et le 'Progrès du Golfe'", 17 novembre 1936, p. 1.
- 45 J.-Ernest Laforce, dans *Ibid.*
- 46 **Op. Cit.**, 7 août 1933, p. 8.
- 47 Baptiste, **Op. Cit.**, 28 avril 1944, p. 3.
- 48 J. E. C., **Op. Cit.**, 19 avril 1912.
- 49 (Anonyme), **Op. Cit.**, 23 avril 1941, p. 1.
- 50 Roger Maillet, **Op. Cit.**, 23 novembre 1923, p. 1.
- 51 **Op. Cit.**, 23 avril 1941, p. 1.

NOTES ET REFERENCES

- 1 Je tiens à remercier mon frère, Jean-Charles Lechasseur, pour sa précieuse collaboration, puisqu'il s'est chargé de la cueillette des articles, sans quoi il m'eût été impossible d'écrire ce texte.
- 2 (Anonyme), "Au lecteur", dans **Le Progrès du Golfe**, 15 avril 1904, p. 2. Par la suite nous ne mentionnerons pas le nom du journal sauf s'il faut puiser ailleurs nos renseignements.
- 3 *Ibid.*
- 4 H.-E. Noël, "Pour prendre contact. Inquiétudes et espérances. Un regard vers le passé. Projets d'avenir", 9 avril 1926, p. 1.
- 5 S. Vachon, "Anniversaire d'avril", 14 avril 1944, p. 1.
- 6 *Ibid.*
- 7 (Anonyme), "Un quart d'heure avec... le fils et le petit-fils du fondateur", 16 avril 1954, p. 24.
- 8 P. de Néri, "Le journal de parti", 10 juin 1904, p. 1.
- 9 *Ibid.*
- 10 S. Vachon, **Op. Cit.**
- 11 Omer Héroux, "Le journal local. Sa raison d'être", 29 avril 1904, p. 2.
- 12 *Ibid.*
- 13 *Ibid.*
- 14 Un aspect de cette question a déjà fait l'objet d'une recherche de M. Charles Trébaol, **Le Progrès du Golfe et la réalité internationale**, 1904-1969, (Sherbrooke, Thèse de maîtrise — Histoire, 1976, — VI — 143. Nous avons d'ailleurs recensé ce travail dans un numéro précédent de la **Revue d'Histoire du Bas**

\$1.50

